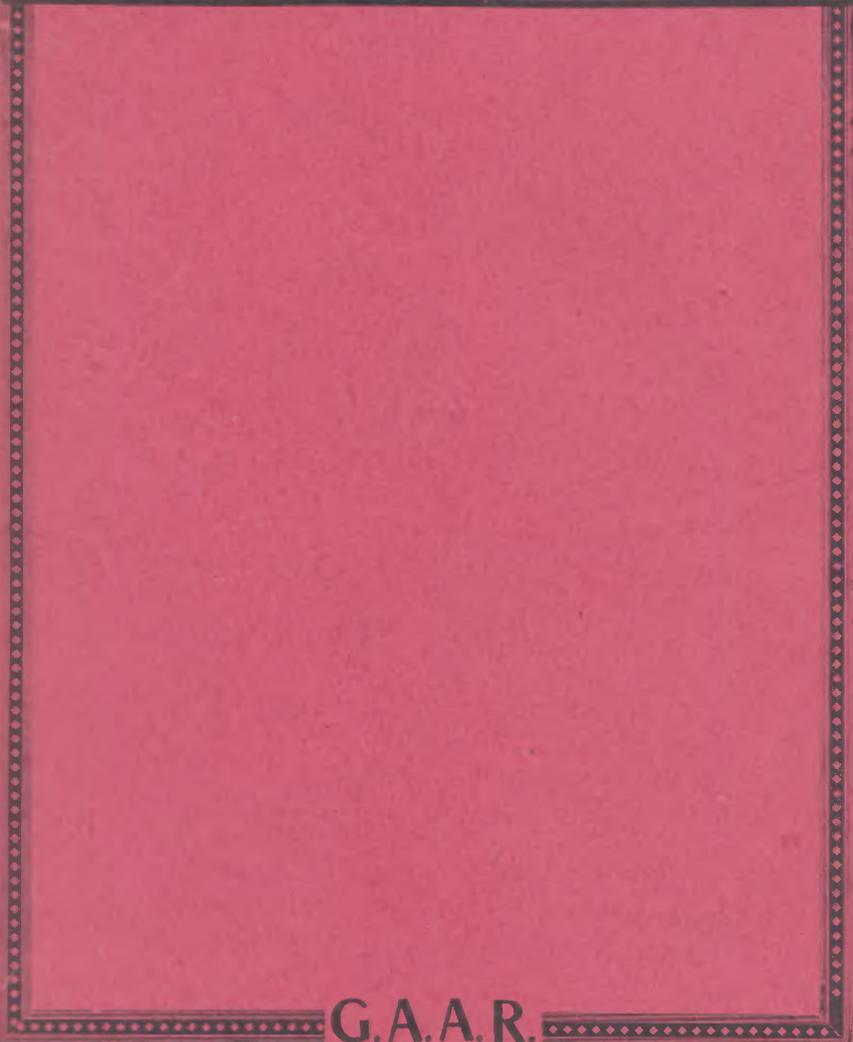


NOIR et ROUGE

cahiers d'études anarchistes révolutionnaires



G.A.A.R.

N&R

CAHIERS D'ETUDES EDITES PAR LES GROUPES
ANARCHISTES D'ACTION REVOLUTIONNAIRE

numéro spécial 9

ANARCHISME

PARLEMENT

ET ELECTIONS

AVANT PROPOS

-LES SYSTEMES PARLEMENTAIRES.....	I
-LE SYSTEME PARLEMENTAIRE EST-IL MEILLEUR EN SUISSE (Bakounine).....	20
-PARLEMENTARISME et MARXISME(Nieuwenhuis)	28
-ANARCHISTES ELECTORALISTES.(Malatesta)	44
-SOCIALISME D'ETAT et PARLEMENT.....	51
-LA C.N.T. D'ESPAGNE ET LA PARTICIPATION ELECTORALE.....	61
-LA F.C.L. ET LES ELECTIONS DU 2/1/56..	67
-POST-SCRIPTUM.....	84

-COURRIER DES LECTEURS.....	86

NOIR ET ROUGE

Correspondance et
Mandats

C. Lagant. B.P. 113. PARIS 18°

Nous rappelons ...

- Que nous faisons le service de "N. & R." à toutes les publications que nous recevons
- Que les lettres, critiques, suggestions de nos lecteurs sont toujours les bienvenues et qu'il est répondu à chacun de nos correspondants
- Que nous avons augmenté notre tirage, que nous n'hésitons pas à dépasser les 64 pages du "N. & R." ordinaire, que les fournitures et les tarifs postaux ont subis les hausses que l'on sait...

Tout cela représente beaucoup d'argent et ne serait pas possible sans l'aide de nos lecteurs.
A tous merci -- Continuez, nous continuerons.

--N. et R.--

AVANT PROPOS

Après les numéros sur la Franc-Maçonnerie et le Nationalisme nous présentons aujourd'hui, pour la neuvième parution de ces cahiers, notre 3^e numéro "spécial", soit : Anarchisme, Parlementarisme et Elections.

A vrai dire, nous n'avions pas, à l'origine, l'intention de consacrer un n° entier à ce problème, ne voulant pas systématiser la pratique des cahiers traitant d'une seule question. Ce furent pourtant un petit article et une citation, examinés il y a déjà plusieurs semaines, qui nous amenèrent, de fil en aiguille, au présent travail. Bien sûr, on nous dira qu'il y a d'autres problèmes à traiter, certains plus urgents peut-être, mais tout ne se tient-il pas dans l'embrouillaminis de données constituant nos vies d'hommes ? Voyons donc la question qui nous intéresse aujourd'hui.

L'opposition au système parlementaire, ainsi que le refus de participer à des élections, est une des caractéristiques du mouvement anarchiste, dans sa quasi-unanimité. Le présent cahier n'a pas pour but de réviser cette position mais d'essayer de l'expliquer. Aux tournants de son histoire, notre mouvement

a dû se pencher à plusieurs reprises sur la question électorale. Les uns après les autres, nos porte-parole eurent à se prononcer : ils le firent suivant les époques, les circonstances et leur personnalité de façon plus ou moins catégorique et définitive.

C'est cette variété dans une même recherche que nous nous efforçons de représenter dans ce n° en sortant d'un oubli parfois injustifié quelques pages de nos "classiques". Nous avons déjà dit que nous n'aimions pas les idoles, mortes ou vivantes, mais cela n'est pas non plus une raison pour dédaigner systématiquement tout ce qui nous semble avoir été bien écrit dans le passé. Nos camarades lecteurs verront eux, ce qu'ils en pensent.

À côté de ces textes et citations, nous présenterons le travail de plusieurs de nos camarades, pour finir par l'exposé de deux situations encore proches de nous, et où des hommes se réclamant de l'idéal libertaire eurent à choisir une attitude, et beaucoup plus aussi. On pourra s'étonner de l'importance donnée à l'expérience F.C.L., en regard de l'article beaucoup plus court consacré au problème espagnol. A cela nous répondons que l'analyse complète et détaillée de la question d'Espagne nécessiterait plusieurs n° de ces cahiers. Nous essaierons d'y revenir plus complètement un jour, mais nous pensons que nos camarades Espagnols sont tout à fait qualifiés pour effectuer un tel travail et tirer les conclusions que tout le mouvement libertaire attend...

C'est pourquoi, nous qui l'avons connue, nous nous consacrons plus longuement à l'étude de la tentative électorale F.C.L. sans attendre que les années effacent des faits désagréables, certes, mais qui constituent une salutaire leçon. Le présent travail possède un aspect nécessairement négatif : celui de s'adresser aux seuls anarchistes, et cela à propos de la participation au GOUVERNEMENT DES HOMMES. Mais nous sommes obligés d'en passer par là si nous voulons qu'ensuite, par d'autres études, d'autres expériences, se dégage l'aspect positif, celui de la préparation à la GESTION DES CHOSES.

NOIR et ROUGE

LES SYSTEMES PARLEMENTAIRES

THEORIE ET PRATIQUE

LES PREMIERES ASSEMBLEES. Sur 400.000 Athéniens, 40.000 étaient citoyens et avaient accès à l'Assemblée (Ecclesia), mais il n'y eut jamais plus de 6.000 présents. Restaient en fait hors de la démocratie: 34.000 citoyens, 90.000 femmes et enfants, 70.000 étrangers (Métèques) et 200.000 esclaves.

A Rome seules les familles patriciennes étaient représentées au Sénat et le peuple n'arracha une représentation séparée qu'au prix d'une lutte revendicative séculaire (retraite sur l'Aventin, etc...) ; mais alors une nouvelle division en classes sociales était apparue...

De même les républiques urbaines médiévales furent gouvernées par des assemblées patriciennes contre lesquelles les travailleurs se soulevaient parfois (surtout au XIV^e siècle avec Jacques d'Artevelde à Gand, Michel Lando à Florence, etc...)

Les premières véritables démocraties d'Europe citées comme les seules "démocraties directes" furent les cantons suisses dont tous les habitants (sauf les femmes il est vrai) se réunirent eux-mêmes en Assemblée : Le Landsgemeinde.

L'ANCIEN REGIME. Ailleurs la société féodale continuait la tradition des tribus guerrières nomades germaniques où l'assemblée des hommes libres élisaient le chef. Les autres hommes (esclaves, serfs...) n'ayant évidemment pas voix au chapitre. Ainsi furent successivement élus par l'assemblée du "peuple" c'est-à-dire des vassaux les fondateurs des dynasties françaises : Clovis, Pépin le Bref, Hugues Capet, Philippe de Valois. Une fois installée chaque famille régnante s'arrangeait pour instaurer en fait l'hérédité, mais ne pouvait se passer de la consultation théorique des vassaux. Le monarque conservait en outre à ses côtés une "Curia Regis" (Cour du Roi) d'où naquit le Parlement, en France simple tribunal supérieur ayant à enregistrer les ordonnances royales. Les parlementaires : Nobles ou grands bourgeois ennoblis ne représentaient aucunement le peuple et au contraire étaient jalousement attachés à leurs privilèges. Ils s'opposèrent néanmoins parfois au pouvoir royal surtout au moment de la Fronde (1648) et à la veille de la Révolution française, prétendant jouer chaque fois un rôle semblable à celui du Parlement anglais dont l'origine était toute autre.

Beaucoup plus représentatifs étaient les Etats Provinciaux et, à partir du XIV^e siècle, les Etats Généraux, composés de députés des trois Ordres : Clergé, Noblesse, Tiers Etat.

La guerre de 100 ans faillit à plusieurs reprises faire des Etats Généraux un véritable pouvoir permanent et indépendant car, l'impôt n'étant pas encore créé le pouvoir royal serait mort faute de

ressource. Au moins deux tentatives de limiter étroitement la monarchie furent près de réussir définitivement : celle d'Etienne Marcel et de la grande Ordonnance de 1357, celle de l'Ordonnance cabochienne et de la prise de la Bastille de 1793.

Les Etats Généraux avaient été réunis une douzaine de fois au XIV^e siècle, autant au XV^e, ils le furent seulement 5 fois au XVI^e. Leur majorité catholique devenait nettement antiroyaliste et régioïde en face d'un roi protestant ! Puis ils ne furent plus convoqués qu'en 1614 et en 1789, pour se transformer d'eux-mêmes en Assemblée Nationale Constituante.

LA MERE DES PARLEMENTS. Alors qu'en France la monarchie put au long des siècles affermir son autorité en s'appuyant tantôt sur les ordres privilégiés, tantôt sur la bourgeoisie, il n'en fut pas de même en Angleterre, où, Noblesse et Bourgeoisie surent opposer un front uni aux empiètements monarchiques. A la faveur de guerres ruineuses menées en France par Jean sans Terre les barons anglais obtinrent en 1215 la grande Charte "Magna Carta" qui instaurait le "Conseil commun du Royaume" sans l'approbation de qui aucun impôt ne pouvait être levé. La noblesse anglaise dut lutter encore 50 ans avant que la monarchie ne reconnaisse définitivement les réformes (Status d'Oxford de 1258). En 1265, s'étant adjoint les représentants de la bourgeoisie, le premier Parlement se réunit, qui se composera dorénavant de deux chambres : celle des Lords (Noblesse-Clergé) et celle des Communes (bourgeoisie).

Quatre siècle plus tard une ultime épreuve de force oppose la monarchie, qui veut instaurer l'absolutisme, et le parlement. Ce dernier en sortira vainqueur à la suite des révolutions de 1648 et 1688 et de la promulgation de l'Habeas Corpus 1679 et de la Déclaration des Droits de 1689.

Au XVIII^e siècle, la dynastie de Hanovre se désintéressant des affaires anglaises, on voit apparaître le deuxième organe du régime parlementaire : le Cabinet, c'est-à-dire un conseil de ministres délibérant sans le chef de l'Etat et peu à peu res-

pensable devant le Parlement seul.

Au XIX^e siècle, le régime continue à se démocratiser sous la pression de l'opinion publique, des manifestations de masse parfois violentes, des campagnes de presse et des meetings. Par contrecoup de la révolution parisienne de 1830, une première loi de réforme en 1832 annonce une extension du droit de vote -- alors réservé à une minorité -- vers le suffrage universel définitivement acquis en 1928 par la lutte des suffragettes. Entre temps (1911) la chambre des Lords avait perdu tout pouvoir.

Au terme d'une évolution séculaire l'Angleterre a ainsi vu se créer un régime considéré comme le modèle du parlementarisme. Système constitutionnel fondé sur deux organes décoratifs : le chef de l'Etat et la Chambre Haute, et deux organes de gouvernement : la Chambre Basse et le Cabinet. Mais en fait système reposant entièrement sur l'existence de partis politiques au nombre de deux, aptes en tout temps à se relayer au pouvoir, et, sur la permanence d'un régime électoral unique (suffrage d'arrondissement majoritaire à un tour) permettant de déterminer une majorité dès l'élection pour toute la législature. Ces partis furent successivement au XVII^e : cavaliers et têtes rondes, au XIX^e : conservateurs et libéraux, au XX^e : conservateurs et travaillistes. Le système s'est perfectionné au point que lorsque l'un est au pouvoir l'autre s'apprête à l'être : au Premier Ministre répond le Chef de l'Opposition et le Cabinet est doublé par le Cabinet fantôme du parti adverse dont chacun connaît les membres. Aujourd'hui le parti conservateur est le porte-parole de la bourgeoisie capitaliste traditionnelle tandis que le parti socialiste est celui de la bourgeoisie moderne et du haut personnel de l'Etat et des syndicats. Le premier jouit de l'appui sans réserve de la grande finance, et l'autre des caisses syndicales (6.000.000 de cotisants). L'un se fait surtout passer pour l'avocat des classes moyennes

pléthoriques et l'autre pour celui des travailleurs.

Le théoricien travailliste Laski a énoncé que " la grande caractéristique de la période précédente a été la capacité générale de chaque parti d'accepter sans grande difficulté la législation de son prédécesseur parcequ'elle ne troublait pas les fondations de l'Etat";

Avec les nationalisations en série et les dénatio-
nalisations nous sommes peut-être entrés dans une
autre période.

Quoiqu'il en soit on s'est attaché dans de
nombreux pays, principalement de Scandinavie et du
Bénélux à reproduire le système britannique, en es-
sayant même de le parachever. Ainsi le Danemark
vient de supprimer carrément la Chambre Haute. Seul
le régime bipartite n'a pu être obtenu avec autant
de perfection et la multiplicité des partis entraî-
ne un jeu déjà plus compliqué de coalitions. En
France ce fut une toute autre affaire.

LA COPIE FRANCAISE. L'histoire du Parlement français
est l'histoire de tentatives in-
nombrables pour copier le système anglais. Depuis
Montesquieu et son "Esprit des Lois" où il démarque
l'Anglais Locke, Voltaire et ses "Lettres philoso-
phiques" où il fait l'apologie de l'Angleterre, les
théoriciens conservent les yeux braqués vers l'autre
côté de la Manche.

Rousseau annonce plus les grandes questions
révolutionnaires et sent parfois l'importance de la
duperie parlementaire. Aussi dit-il : " Les députés
du peuple ne sont donc , ni ne peuvent être ses re-
présentants, ils ne sont que ses commissaires : ils
ne peuvent rien conclure définitivement" (Contrat so-
cial -- III, 16) ou " du moment qu'un peuple se donne
des représentants il abdique sa liberté".

La Révolution allait confirmer ces craintes.
Les députés des Etats Généraux avaient été élus à un
suffrage compliqué (indirect et par ordres) mais du
moins universel. Une fois qu'ils se furent proclamés
constituants, et qu'ils eurent aboli les ordres pri-

vilégiés ils mirent au point (Constitution de 1791) un système non moins indirect et surtout où seuls les riches votaient (suffrage censitaire). Ainsi fut désignée la Législative. Son règne fut court car un facteur extra parlementaire perturba le système. Le peuple parisien par les journées révolutionnaires du 20 juin et du 10 août 1792 l'effaça, installant la Commune de Paris à la place de la monarchie constitutionnelle et ploutocratique. La Convention élue sur ces entrefaites restera la seule expérience de Suffrage Universel jusqu'en 1848. Le peuple de Paris va s'user contre elle. Par les journées des 31 mai et 2 juin 1793 il provoque la chute des Girondins. Par celles des 4 et 5 septembre 1793 il parvient à stimuler un peu les Montagnards. Mais ceux-ci avec Robespierre comprennent où est le danger. Ils retournent la Ferreure contre les "Sans-Culotte". Les "Enragés" sont aussitôt arrêtés (J. Roux, Varlet en septembre 1793). Puis ce sera un jeu de décapiter la Commune et les Sections et de liquider les Hébertistes (mars 1794). La Convention gagne sur toute la ligne, elle n'a plus en thermidor (juillet 1794) qu'à se débarrasser de Robespierre et des autres révolutionnaires qui ont fait le lit de la bourgeoisie. Désormais le Parlement est tout puissant et ne se laissera plus dicter son action par le peuple. Les derniers sursauts populaires des 12 germinal et 1 prairial (avril-mai 1795) lui font quand même tellement peur qu'il envoie l'armée réprimer et désarmer les travailleurs des Faubourgs.

Désormais les bases du système sont solides : une bourgeoisie nantie et victorieuse servie par un personnel parlementaire expérimenté, les conventionnels. Ces derniers à travers tous les tâtonnements superficiels du régime (Directoire, Consulat, Empire, Restauration, Monarchie de juillet, etc...) resteront en place tant qu'ils vivront et se perpétueront par ces fameuses

dynasties bourgeoises qui gouvernent encore en France.

A travers toutes les constitutions et chartes (Ans III, VIII, X, XII, 1814, 1815, 1830, 1848, 1852, 1870, 1875, 1946) prennent définitivement tournure les institutions actuelles sous différentes dénominations successives.

- Un exécutif initialement collégial (Directeurs ; Consuls) rapidement réduit à un chef de l'Etat (1er Consul; Empereur; Roi; Président; Empereur; Président)
- Un législatif composé :
 - a) d'une Chambre basse (Conseil des 500; Corps législatif dédoublé du Tribunat, puis seul; Chambre des représentants; des députés; Assemblée législative; Corps législatif; Chambre des députés) élue de plus en plus "démocratiquement" et drainant tout le pouvoir.
 - b) d'une Chambre haute (Conseil des Anciens; Sénat; Chambre des Pairs; Sénat; Conseil de la République) élue ou désignée de façon à être plus réactionnaire et à freiner toutes les mesures de réforme.
 - c) d'une Chambre administrative: Le Conseil d'Etat institution tellement solide qu'on ne prend presque plus la peine de la citer dans les textes constitutionnels et qu'elle fonctionne même sous l'occupation nazie.

Au cours du XIX^e siècle se dégage empiriquement un gouvernement de Cabinet responsable devant le Parlement. Un premier ministre tend à apparaître, prenant le nom de Président du Conseil : même pas mentionné dans la constitution de 1875, il n'aura d'existence légale que dans celle de 1946.

Au XX^e siècle, les partis structurés maîtres des élections prennent la place des simples "groupes parlementaires" fluctuants auxquels s'inscrivaient chaque année les députés après l'élection. L'existence constitutionnelle des groupes parlementaires date aussi de 1946, celle des partis n'a pas encore vu le jour.

La multiplicité des partis est soigneusement entretenue par l'inexistence d'un système électoral fixe. Chaque assemblée décidant par une nouvelle loi électorale du mode de scrutin de la suivante, visant ainsi à prévenir tout changement d'équilibre des majorités.

Le régime parlementaire est ainsi devenu le pouvoir politique de la majorité.

C'est le principe de la volonté de la majorité qui oblige le Cabinet à être "responsable" c'est-à-dire à se démettre quand la majorité le veut. Or cette majorité est assez mouvante. Léon Blum dans "La Réforme gouvernementale" a pu conclure "Le régime parlementaire c'est le régime des partis".

On voit que, copie batarde du modèle britannique, le système français a abouti à un résultat quelque peu différent. C'est de là que sont partis les auteurs des Constitutions européennes d'après 1919 (Allemagne, Pologne, Tchécoslovaquie, Pays Baltes, Grèce, etc...) adoptant la variante française du régime parlementaire (anglais) mais une variante systématisée, dogmatisée, "rationalisée" comme dit le constitutionnaliste Mirkine-Guetzevitch qui en fut l'apôtre. La "rationalisation" portant sur la façon de déterminer la "confiance" envers le gouvernement sur l'initiative et l'adoption des lois et leur "navette" entre les deux Chambres. La Constitution républicaine espagnole de 1931 était la dernière oeuvre en Europe de ce droit constitutionnel nouveau.

Depuis 1945 d'autres constitutions, notamment celles des pays décolonisés, continuant cette filiation juridique. Et la Constitution de la IV^e République (1946) n'est à son tour qu'une variante française de la rationalisation germanique ou lettone ou lithuanienne. Que de belles oeuvres si purées de toute contingence sociale et immortelles dans les manuels de Droit !

AUTRES REGIMES. Tel est le régime parlementaire au sens strict : un Parlement gouvernant par l'entremise d'un Cabinet responsable devant lui, avec un chef du gouvernement (Premier, Président du Conseil, Chancelier, etc.) distinct du chef de l'Etat (Président de la République ou Monarque).

Cependant d'autres régimes existent dotés de Parlement non moins souverains mais sans gouvernement responsable devant lui. Les juristes ne leur donnent que par extension le titre de régimes parlementaires.

ainsi le système Présidentiel des Etats-Unis est fondé sur la plus vieille constitution écrite encore en vigueur dans le monde. Un Président, chef à la fois de l'Etat et du gouvernement, élu par le peuple, désigne les ministres responsables devant lui seul et non devant le parlement (le Congrès). Les deux pouvoirs, législatif et exécutif, sont égaux et indépendants. Ce système fondé sur un exécutif monarchique et la séparation rigoureuse des pouvoirs, a exercé un grand rayonnement. On ne doit pas négliger qu'il joue lui aussi en fait sur l'alternance de deux partis se chassant régulièrement du pouvoir : chacun dès la victoire, remplaçant immédiatement tout le personnel administratif-- jusqu'au portier du ministère-- par son propre personnel ("Spoil-Système"- Système des dépouilles). Aucun n'étant par définition à gauche ou à droite de l'autre : tout dépend des "machines" locales poussant le candidat.

Ce régime stable jusqu'à présent aux Etats-Unis a, dans les pays où il fut transposé, donné des résultats tous différents en frayant la voie au Caudillisme (en Amérique latine où il est la règle générale) au Bonapartisme (II^e République en France) et à l'Hitlérisme (Allemagne de Weimar). C'est ce régime "plébiscitaire" que le Gaullisme a toujours appelé.

Autre possibilité : le système d'un exécutif collégial associé au gouvernement d'Assemblée. C'est celui de la Suisse qui n'a ni Chef d'Etat ni Cabinet mais un Conseil Fédéral de 7 membres élus pour la législative et en fait réélus, chacun étant à la tête

d'un département ministériel, et exerçant la présidence à tour de rôle. Ce système vient d'être adopté par l'Uruguay, la plus paisible des républiques latino-américaines.

LES ARTIFICES PARLEMENTAIRES CLASSIQUES. Toutes

les for

mes de régime représentatif visent un même but : amortir, assourdir, détourner, emasculer, canaliser la volonté populaire. Les artifices les plus grossiers sont abandonnés (suffrage restreint censitaire...). Mais d'autres subsistent plus sournois. Principalement le suffrage indirect c'est-à-dire l'élection à plusieurs degrés : citoyen élisant des délégués à une assemblée qui en élit une autre et ainsi de suite. C'est le système par exemple de l'élection des sénateurs par les délégués des conseils municipaux. — D'abord il permet de mieux filtrer l'opinion en la faisant décanter par des élites (au sens propre de collectivité élue) successives de plus en plus restreintes et en place dans l'appareil administratif. Ainsi de nos jours les sénateurs communistes sont encore rarissimes du fait qu'ils relèvent du seul parti d'opposition, alors que les radicaux nourris dans le sérail ont un effectif pléthorique (Cinq fois plus nombreux que les staliniens !) — Ensuite le dosage des différentes délégations locales permet de gonfler l'importance des petites municipalités rurales aux dépens des grosses agglomérations ouvrières, et, des départements figés aux dépens de ceux qui s'industrialisent. Ce principe appliqué en France à l'élection des sénateurs avait été poussé à son paroxysme dans la vieille Angleterre avec les "bourgs pourris".

Le Bicaméralisme répond à la même préoccupation : à côté d'une Assemblée que l'on craint trop sujette à refléter l'opinion, installer une seconde Assemblée, dite de réflexion, que l'on s'efforcera de garnir de personnages plus conser-

vateurs par toutes sortes de conditions de recrutement :

- Suffrage indirect autant que possible avec représentation rurale disproportionnée
- âge plus élevé voire chefs de famille
- désignation d'office "sur titre" : comme les Lords anglais et une partie des sénateurs des débuts de la III^e République ou de l'Italie actuelle, etc..., etc...

Cette Chambre "haute" pourra peser de toute l'inertie de son honorabilité pour freiner le mécanisme parlementaire.

Les justifications les plus courantes du Bicaméralisme seront aussi le Fédéralisme et la représentation des Intérêts économiques.

Le Fédéralisme c'est le prétexte invoqué pour créer une Chambre où toutes les parties du Territoire grandes ou petites, seront également représentées. Ainsi chacun des Etats-Unis, quelle que soit son importance, désigne deux sénateurs. En France, le plus drôle est que tous les régimes -- à part celui de 1791 qui instaura une profonde et vivante décentralisation malheureusement éphémère-- ayant tendu de toutes leurs forces à réduire à néant la vie locale et à concentrer le pouvoir à Paris, on invoque quand même la "représentation des collectivités locales" pour maintenir les sénateurs. Il est vrai que l'on se réfère à un fédéralisme non moins inexistant pour créer une Assemblée d'une Union française tout aussi fantasmagorique.

La représentation économique a une autre histoire. Le 14 mars 1920 les syndicats allemands en décrétant la grève générale brisent le putsch de Kapp. Pour les remercier la République de Weimar institue, le 4 mai, un Conseil Economique à la place du Conseil Economique d'Empire prévu par la Constitution de 1918 mais jamais créé. Représentants des syndicats et du parti pourront y entamer la solide collaboration qui les liera conjointement à l'Etat.

En 1936 en France le gouvernement de Front Populaire transforme le Conseil National Economique créé en 1925 auprès du gouvernement et en fait un organe

presque parlementaire. La Constitution de 1946 consacre définitivement son rôle législatif : les délégués des syndicats prétendus "représentatifs" y feront en toute légalité l'apprentissage du pouvoir et de la gestion loyale de l'économie capitaliste.

LA CLASSE DES POLITICIENS PROFESSIONNELS. La

conséquence la plus importante du régime parlementaire est la création d'un personnel politique permanent et spécialisé. Ce personnel, à une certaine époque, a pu être constitué essentiellement d'individus fortunés directement liés au monde des affaires (avocats...), il fait de plus en plus place en son sein à de nouveaux venus.

Ceux-ci ne peuvent parvenir que par leur appartenance à un parti organisé nationalement pour la conquête du pouvoir et disposant déjà de nombreux postes administratifs et fonctions électives dans tout l'appareil étatique ou paraétatique.

L'électeur n'a pas le choix entre des hommes et des opinions mais entre différentes hiérarchies plus ou moins occultes desservant des intérêts précis et correspondant plus ou moins à des appellations conventionnelles. C'est ainsi que nous avons en France actuellement :

-- les candidats du Capital, de la droite aux radicaux, sans que les divisions réelles en groupes bancaires correspondent aux dénominations des partis.

-- les candidats d'une fraction du haut personnel d'Etat et des syndicats liés au régime, allant de certains radicaux aux socialistes, organisés suivant les différentes franc-maçonneries qui les lient d'autre part aux représentants du capital

-- enfin les candidats d'une autre fraction du personnel étatique et syndical hiérarchisée par le parti communiste.

A quelque tendance qu'ils appartiennent et

quelle que soit leur origine sociale première ils forment tous un même milieu social ayant au fond des réactions, des ambitions similaires et par suite des intérêts communs. C'est une classe de gestionnaires de l'Etat. La plupart abandonnent définitivement tout travail productif et simplement toute autre profession. Ils font carrière. Qu'importe s'ils sont battus à des élections, le parti ou le groupement les recase ailleurs dans un des fromages qu'il s'est taillé dans l'Etat, le Parlement, les Conseils généraux, municipaux, les Comités d'Entreprise et les multiples institutions syndicales ou partisanes nourrissant leurs "permanents". Exemples récents : André Philip ou Ramadier n'ont-ils pu se faire réélire députés dans des départements où la clientèle socialiste est en baisse ? ; la S.F.I.O. bombarde le premier au Conseil économique, et le second au Pool Charbon Acier. Exemples aussi des députés communistes parachutés dans les Comités d'Entreprise des grandes sociétés nationalisées.

Ce que prévoyaient les penseurs anarchistes est démontré maintenant dans tous les pays : Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de député ouvrier, mais simplement des hommes qui ont cessé d'être ouvriers et de servir la classe ouvrière pour devenir des bourgeois et des serviteurs des différents appareils du régime capitaliste. Ceux qui ont encore l'illusion de mettre l'Etat au service du prolétariat ne font, au plus, que l'apprentissage de la bureaucratie avec la bénédiction de la bourgeoisie. Le régime parlementaire finit par assimiler tous ceux qui sont venus faire de l'opposition en son sein. Il a besoin de renouveler son personnel, son vocabulaire, de renforcer son emprise sur le peuple, son pouvoir de mystification.

DU PARLEMENTARISME AU FASCISME. Les mouvements fascistes, théoriquement antiparlementaires, n'échappent pas à la règle. Beaucoup d'entre eux sont avalés par le régime qu'ils voulaient renverser. Dès qu'ils sont élus au Parlement leur hostilité vis à vis de ce qu'ils appellent le

"système" commence à décroître, et, plus ils ont de députés plus ils deviennent accommodants, plus ils participent aux majorités puis aux gouvernements. Ainsi en fut-il en France successivement ces dernières années des partis gaulliste (R.P.F.) et poujadiste (U.D.C.A.). Les députés de ces partis, à l'origine farouchement hostiles au système parlementaire, se sont laissé gagner individuellement, puis par groupe, puis tous ensemble par l'attrait de partager le pouvoir et de profiter de ses bienfaits. Encore peut-on dire qu'ils se soient progressivement dénaturés, et qu'en devenant parlementaires et gouvernementaux ils aient cessé d'être fascistes. En d'autres occasions on vit, au lieu de fascistes se ralliant au Parlement bourgeois, ce dernier se rallier au fascisme.

Que ce soit en Italie, en Allemagne ou en France les chefs d'Etat fascistes ont été portés légalement au pouvoir par les parlements démocratiques. Certains comme Mussolini, Horthy ou Peron ont continué longtemps à gouverner avec le Parlement.

Les régimes fascistes ont parfois même voulu créer leur Parlement comme les Cortès franquistes ou le Conseil national de Pétain. Il y eut au moins un dictateur renversé par l'organe de son régime : Mussolini par le Grand Conseil Fasciste.

S'il est bien évident que le totalitarisme fasciste suppose l'aboutissement au régime du parti unique, il n'en reste pas moins que de nombreuses variantes ou transitions sont possibles menant insensiblement de la démocratie bourgeoise à la dictature. Et l'on peut se demander où en est la France : démocratique chez elle, fasciste en Algérie.

Enfin le jeu des alliances internationales est tel que dans la dernière "guerre du droit et de la liberté" on a vu en pleine Europe occupée

par les troupes allemandes un pays comme le Danemark procéder à ses élections parlementaires les plus régulières (où le parti nazi ne recueillait qu'un pourcentage infime des voix). A la même époque la Finlande, alliée de l'Allemagne, restait une démocratie bourgeoise avec comme premier ministre le chef du parti socialiste, tandis que du côté des grandes démocraties anglosaxonnes combattaient plusieurs dictatures latino-américaines (sans compter Chang Kai Chek et Staline).

REGIMES PARLEMENTAIRES MARXISTES. Il est curieux de constater comment le régime bolchéviste, tout en s'accommodant au mieux de la liquidation soudaine (janvier 1918) de l'Assemblée constituante (démocratie représentative) comme de celle plus lente des soviets (démocratie directe prolétarienne), a visé à copier peu à peu le régime parlementaire le plus traditionnel.

Par les deux constitutions léninistes de 1918 et 1924, le terme de soviets perdait tout son sens de "Conseil des ouvriers, des paysans et des soldats" pour devenir synonyme de toute assemblée : du Conseil municipal au Parlement. Finalement on est venu à présenter la révolution comme consistant à installer un "vrai" Parlement, un régime parlementaire "juste" comme si les institutions de la démocratie bourgeoise pouvaient simplement fonctionner honnêtement au service du peuple. Cette prétention à réaliser le rêve des bourgeois du XIX^e est bien caractéristique des bureaucrates staliniens du XX^e.

La troisième constitution de 1936, la constitution "stalinienne" de l'U.R.S.S. organise deux Assemblées composant le Soviet Suprême, un Présidium collégial et un Conseil des Ministres. Chacun sait que ce parlementarisme "le plus démocratique du monde" est de pure forme. La constitution elle-même, en son article 126, caractérisant le parti communiste comme le "noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, aussi bien des organisations sociales que des organisations d'Etat" on est implicitement

prévenu que la véritable organisation du pouvoir est celle du Parti et non de l'Etat. Il n'est pas besoin d'épiloguer sur la façon dont ce parti a éliminé les autres partis et formations et comment en son sein même il a détruit toute possibilité de débat pour voir à quelle distance nous sommes du régime parlementaire, malgré la figuration maintenant traditionnelle des "sans-Parti".

Même calque scrupuleux de la démocratie bourgeoise dans les démocraties "populaires"; seule différence : après la fusion forcée des ex partis socialistes avec les partis stalinien on a gardé l'apparence de partis bourgeois.

Ainsi siègent aux côtés du P.C. chinois, la Ligue Démocratique, le Kuo in Tang révolutionnaire et d'autres formations destinées à créer l'impression d'un "Front Populaire", d'un "Front National", d'un "Front Patriotique".

En Allemagne de l'Est l'opération "survie" des partis politiques a été menée de main de maître. A côté des squelettes précieusement conservés des partis chrétien-démocrate et libéral-démocrate deux autres ont surgi : Parti paysan et National-démocrate fondés par deux anciens membres du P.C. démissionnés de leur fonction à cet effet. Ces quatre fantômes de partis visent à rallier au régime chacun une catégorie déterminée de la population : croyants, bourgeois, ruraux et anciens militaires surtout nazis et chacun est représenté à la Chambre du Peuple et au gouvernement.

En Yougoslavie la pression stalinienne ne parvint pas à susciter de tels "revenants", les dirigeants du P.C. yougoslave estimant superflue cette mascarade.

La révolution hongroise de 1956 a clairement montré comment ces partis de "compagnons de route" du stalinisme s'évanouissaient au moindre choc, vidés de toute substance, tandis que réapparaissent spontanément les partis anciens et

que s'en créaient de nouveaux, reflet des tendances jeunes.

En Pologne l'évolution actuelle est à surveiller puisque le Sejm (Chambre des députés) élu pour plébisciter Gomulka l'a été de façon à :

- 1°) éviter toute représentation prolétarienne authentique issue des Conseils ouvriers,
- 2°) ménager l'entrée d'une opposition virtuelle réduite mais visible : catholiques et parti paysan.

Enfin c'est la première fois depuis les années qui suivirent la mort de Lénine -- hormis peut-être la Hongrie avant Octobre 1956 -- que dans un Parti communiste au pouvoir des tendances (au moins trois) peuvent s'affronter ouvertement.

Mais nous ne sommes plus là dans le domaine du parlementarisme mais de la "Démocratie intérieure" ou de la "Démocratie ouvrière".

REPUBLIQUE PARLEMENTAIRE OU REPUBLIQUE DES CONSEILS?

La longue histoire du Parlement n'est certes pas achevée et elle nous promet de nouveaux développements. Le gouvernement représentatif, qui était la revendication révolutionnaire des bourgeois du XVIII^e siècle, a gagné le monde entier. Les despostes se comptent sur les doigts de la main : Ibn Séoud, Haïle Selassié... Par contre les régimes les plus divers se sont accommodés du Parlement ou l'ont accommodé à leur façon : aussi bien le fascisme que le stalinisme peuvent s'orner d'une Chambre des Députés, quel que soit son nom. Il y a presque toujours un personnel dirigeant à faire figurer ou à consulter et l'on n'a plus besoin de beaucoup d'imagination pour le faire élire par le peuple, tant les méthodes électorales se sont perfectionnées. La Russie stalinienne est célèbre par ses élections où les candidats gouvernementaux rassemblent plus de 98% des suffrages, en Algérie, sous la "présence française", depuis le gouverneur socialiste Naegelen on obtenait régulièrement des résultats aussi merveilleux.

Quel que soit le régime ce n'est qu'except-

tionnellement que les vrais débats politiques sont portés au Parlement. Car les parlements ne sont qu'une façade morte, un décor en carton pâte où de faux tournois d'éloquence expriment des positions et des décisions élaborées ailleurs. Où ? dans le Parti ou les partis, dans leurs Comités centraux, Conseils nationaux, Commissions exécutives, Bureaux politiques et dans toutes les coulisses, anti-chambres et coursives du Pouvoir où se retrouvent les porte-parole des groupes d'intérêts capitalistes ou bureaucratiques.

La réalité parlementaire a quitté les Appareils d'Etat pour les Appareils de Parti; et ces derniers étant entraînés les uns après les autres dans une même évolution interne vers la sclérose et la dictature du Secrétariat, la démocratie ne s'en est pas accrue, au contraire.

Si restreint soit-il le cercle de la discussion révèle chaque fois les mêmes tendances plus ou moins vives, déclarées ou conscientes, effacées, extirpées ou reniées. Que ce soit dans les partis fasciste ou nazi, stalinien ou gomulkiste, les mouvements franquiste ou nassérien, dans le Destour tunisien ou le Congrès indien, dans les Parlements les plus vieux ou les plus jeunes, marxiste ou bourgeois, le même éventail d'opinions apparaît entre une droite et une gauche : l'une traditionaliste défendant les plus anciennes classes capitalistes survivantes, où l'on trouve les "mous", les jouisseurs, les corrompus, les fatigués, les lassés ne s'intéressant guère aux expériences socialistes et aux travailleurs ; et puis l'autre, celle des "durs", des dogmatiques, des doctrinaires, des "incorruptibles", des ascètes qui invoquent sans cesse le peuple et veulent pousser l'intervention de l'Etat dans tous les domaines au nom de la classe ouvrière et du socialisme.

Quelquefois une troisième tendance peut se faire jour : celle de laisser la parole à ces travailleurs au nom de qui parle la gauche. Mais cette tendance là, elle, n'est pas sérieuse. Tout est bon pour lui refuser une place. Témoin l'exemple récent de Gomulka faisant évincer les représentants des Conseils Ouvriers ou de la Jeunesse d'octobre (Gozdzik, Lasota...) et conservant avec une majorité de députés staliniens et social-démocrates chevronnés une opposition bourgeoise et cléricale. Quant au peuple il reste toujours hors du débat.

Sous toutes ses formes et variantes le régime parlementaire aboutit au même résultat : confier à une petite minorité le soin de décider au nom des masses. Une fois tous les cinq ans environ le peuple est appelé à la cérémonie solennelle moyennant quoi il n'a plus qu'à obéir.

La supercherie du parlement bourgeois se répète dans le parlement marxiste.

Le Parlement est l'organe décoratif, jadis délibératif, de la classe dirigeante. Il ne peut opérer que des réflexions sur lui-même et rester étranger à l'expérience permanente des travailleurs.

Vouloir transformer les parlements existants en organes révolutionnaires est aussi vain que de jeter les plans du parlement idéal, parfait chef d'oeuvre de la démocratie.

Comment sortir de ce cercle ? La réponse a été donnée dans de nombreux pays : c'est celle des travailleurs eux-mêmes s'organisant en Conseils, Soviets Collectivités agraires et industrielles. C'est celle de la révolution prolétarienne : Paris (1871), Russie (1905, 1917), Mexique (1911...), Finlande, Allemagne Hongrie, Ukraine (1918, 1919), Kronstadt (1921), Asturies (1934), Espagne (1936), Pologne, Hongrie (1956). Chaque fois il se trouve un parlement pour organiser la repression la plus sévère ; soit un parlement bourgeois comme aux Asturies en 1934, soit un parlement marxiste comme à Kronstadt en 1921, soit un parlement marxiste-bourgeois comme à Barcelone en 1937.

MICHEL BAKOUNINE

Le système parlementaire est-il meilleur en Suisse ?

La société moderne est tellement convaincue de cette vérité : Que tout pouvoir politique, quelle que soit son origine et sa forme, tend nécessairement au despotisme, que, dans tous les pays où elle a pu s'émanciper quelque peu, elle s'est empressée de soumettre les gouvernants, lors même qu'ils sont issus de la Révolution et de l'élection populaire, à un contrôle aussi sévère que possible. Elle a mis tout le salut de la liberté dans l'organisation réelle et sérieuse du contrôle exercé par l'opinion et la volonté populaire sur tous les hommes investis de la force publique. Dans tous les pays jouissant du gouvernement représentatif, et la Suisse en est un, la liberté ne peut donc être réelle que lorsque ce contrôle est réel. Par contre, si le contrôle est fictif, la liberté populaire devient nécessairement aussi une pure fiction.

Il serait facile de démontrer que nulle part en Europe le contrôle populaire n'est réel. Nous nous bornerons pour cette fois à en examiner l'application en Suisse. D'abord parce qu'elle nous

tient de plus près, et ensuite, parce qu'étant aujourd'hui, seule en Europe, une République démocratique (publié en 1870 - NDRL), elle a réalisé en quelque sorte l'idéal de la souveraineté populaire, de sorte que ce qui est vrai pour elle doit l'être à bien plus forte raison pour tous les autres pays.

Les cantons les plus avancés de la Suisse ont cherché vers l'époque de 1830, la garantie de la liberté dans le suffrage universel. C'était un mouvement tout à fait légitime. Tant que nos conseils législatifs étaient nommés par une classe de citoyens privilégiés, tant qu'il existait des différences sous le rapport de droit électoral, entre les villes et les campagnes, entre les patriciens et le peuple, le pouvoir exécutif choisi par ces conseils, aussi bien que les lois élaborées dans leur sein, ne pouvaient avoir d'autre objet que d'assurer et de réglementer la domination d'une aristocratie sur la nation. Il fallait donc, dans l'intérêt de la liberté populaire, renverser ce régime, et le remplacer par la souveraineté du peuple.

Une fois le suffrage universel établi, on crut avoir assuré la liberté des populations. Eh bien, ce fut une grande illusion,

et on peut dire que la conscience de cette illusion a amené dans plusieurs cantons la chute, et dans tous, la démoralisation aujourd'hui si flagrante du parti radical. Les radicaux n'ont pas voulu tromper le peuple, comme l'assure notre presse soi-disant libérale, mais il se sont trompés eux-mêmes. Ils étaient réellement convaincus lorsqu'ils promirent au peuple, par le moyen du suffrage universel, la liberté, et, pleins de cette conviction ils eurent la puissance de soulever les masses et de renverser les gouvernements aristocratiques établis. Aujourd'hui, instruits par l'expérience et par la pratique du pouvoir, ils ont perdu cette foi en eux-mêmes et dans leur propre principe, et

c'est pour cela qu'ils sont abattus et si profondément corrompus.

Et en effet, la chose paraissait si naturelle et si simple : Une fois que le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif émaneraient directement de l'élection populaire, ne devraient-ils pas devenir l'expression pure de la volonté du peuple, et cette volonté pourrait-elle produire autre chose que la liberté et la prospérité populaires ?

Tout le mensonge du système représentatif repose sur cette fiction, qu'un pouvoir et une chambre législative sortis de l'élection populaire doivent absolument ou même peuvent représenter la volonté réelle du peuple. Le peuple, en Suisse comme partout, veut instinctivement, veut nécessairement deux choses : la plus grande prospérité possible, avec la plus grande liberté d'existence, de mouvement et d'action pour lui-même ; c'est-à-dire la meilleure organisation de ses intérêts économiques et l'absence complète de tout pouvoir, de toute organisation politique, -- puisque toute organisation politique aboutit fatalement à la négation de sa liberté. Tel est le fond de tous les instincts populaires.

Les instincts de ceux qui gouvernent, aussi bien de ceux qui font les lois que de ceux qui exercent le pouvoir exécutif, sont, à cause même de leur position exceptionnelle, diamétralement opposés. Quels que soient leurs sentiments et leurs intentions démocratiques, de la hauteur où ils se trouvent placés ils ne peuvent considérer la société autrement que comme un tuteur considère son pupille. Mais entre le tuteur et le pupille l'égalité ne peut exister. D'un côté, il y a le sentiment de la supériorité, inspiré nécessairement par une position supérieure ; de l'autre, celui d'une infériorité qui résulte de la supériorité du tuteur, exerçant, soit le pouvoir exécutif, soit le pouvoir législatif. Qui dit pouvoir politique, dit domination ; mais là où la domination

existe, il doit y avoir nécessairement une partie plus ou moins grande de la société qui est dominée, et ceux qui sont dominés détestent naturellement ceux qui les dominent, tandis que ceux qui dominent doivent nécessairement réprimer, et par conséquent opprimer, ceux qui sont soumis à leur domination. Telle est l'histoire du pouvoir politique, depuis que ce pouvoir a été établi dans le monde. C'est ce qui explique aussi pourquoi et comment des hommes qui ont été les démocrates les plus rouges, les révoltés les plus furibonds lorsqu'ils se sont trouvés dans la masse des gouvernés, devenaient des conservateurs excessivement modérés dès qu'ils sont montés au pouvoir. On attribue ordinairement des palinodies à la trahison. C'est une erreur ; elles ont pour cause principale le changement de perspective et de position ; et n'oublions jamais que les positions et les nécessités qu'elles imposent sont toujours plus puissantes que la haine ou la mauvaise volonté des individus.

Pénétré de cette vérité, je ne craindrai pas d'exprimer cette conviction, que si demain on établissait un gouvernement et un conseil législatif, un parlement, exclusivement composé d'ouvriers, ces ouvriers qui sont aujourd'hui de fermes démocrates socialistes, deviendraient demain des aristocrates déterminés, des adorateurs hardis ou timides du principe d'autorité, des oppresseurs et des exploités. La conclusion est celle-ci : il faut abolir complètement, dans le principe et dans les faits, tout ce qui s'appelle pouvoir politique ; parce que tant que le pouvoir politique existera, il y aura des dominateurs et des dominés, des maîtres et des esclaves, des exploités et des exploités. Le pouvoir politique une fois aboli, il faut le remplacer par l'organisation des forces productives et des services économiques.

Revenons à la Suisse. Chez nous, comme partout ailleurs, la classe des gouvernants est toute différente et complètement séparée de la masse des gouvernés. En Suisse, comme partout, quelque éga-

litaires que soient nos institutions politiques, c'est la bourgeoisie qui gouverne, et c'est le peuple des travailleurs, y compris les paysans, qui obéit à ses lois. Le peuple n'a ni le loisir, ni l'instruction nécessaire pour s'occuper de gouvernement. La bourgeoisie possédant l'un et l'autre, en a, non le droit mais, de fait, le privilège exclusif. Donc l'égalité politique n'est, en Suisse, comme partout, qu'une fiction puérile, un mensonge.

Mais étant séparée du peuple par toutes les conditions de son existence économique et sociale, comment la bourgeoisie peut-elle réaliser, dans le gouvernement et dans nos lois, les sentiments, les idées, la volonté du peuple ? C'est impossible, et l'expérience quotidienne nous prouve, en effet, que, dans la législation aussi bien que dans le gouvernement, la bourgeoisie se laisse principalement diriger par ses propres intérêts et par ses propres instincts, sans se soucier beaucoup de ceux du peuple. Il est vrai que tous nos législateurs, aussi bien que tous les membres de nos gouvernements cantonaux, sont élus, soit directement, soit indirectement par le peuple. Il est vrai qu'au jour des élections, les bourgeois les plus fiers, pour peu qu'ils soient ambitieux, sont forcés de faire leur cour à Sa Majesté le peuple souverain. Ils viennent à lui chapeau bas, et semblent avoir d'autre volonté que la sienne. Mais ce n'est qu'un mauvais quart d'heure à passer. Une fois les élections terminées, chacun revient à ses occupations quotidiennes : le peuple à son travail et la bourgeoisie à ses affaires et à ses intrigues politiques. Ils ne se rencontrent, ils ne se connaissent presque plus. Comment le peuple, écrasé par son travail et ignorant de la plupart des questions qui s'agitent, contrôlera-t-il les actes politiques de ses élus ? Et n'est-il pas évident que le contrôle exercé par les électeurs sur leurs représentants n'est qu'une pure fiction ? Mais comme le contrôle populaire dans le système représentatif est

l'unique garantie de la liberté populaire, il est évident que cette liberté aussi n'est rien qu'une fiction.

Pour obvier à cet inconvénient, les démocrates radicaux du Canton de Zürich ont fait triompher un nouveau système politique, celui du "référendum", ou de la législation directe par le peuple. Mais le référendum lui-même n'est qu'un moyen palliatif, une nouvelle illusion, un mensonge. Pour voter avec pleine connaissance de cause et avec une entière liberté les lois qu'on lui propose ou qu'on le pousse à proposer lui-même, il faudrait que le peuple eût le temps et l'instruction nécessaire pour les étudier, les mûrir, les discuter ; il devrait se transformer en un immense parlement en plein champs. Ce n'est que rarement possible et seulement dans les grandes occasions, alors que la loi proposée excite l'attention et touche aux intérêts de tout le monde. Ces cas sont excessivement rares. La plupart du temps, les lois proposées ont un caractère tellement spécial qu'il faut avoir l'habitude des abstractions politiques et juridiques pour en saisir la véritable portée. Elles échappent naturellement à l'attention et à la compréhension du peuple, qui les vote en aveugle, sur la foi de ses orateurs favoris. Prise séparément chacune de ces lois paraît trop insignifiante pour intéresser beaucoup le peuple, mais ensemble elles forment un réseau qui l'enchaîne. Et c'est ainsi qu'avec et malgré le référendum, il reste, sous le nom de peuple souverain, l'instrument et le serviteur très humble de la bourgeoisie.

On le voit bien, dans le système représentatif, même corrigé par le référendum, le contrôle populaire n'existe pas ; et, comme il ne peut y avoir de liberté sérieuse pour le peuple sans ce contrôle, nous en concluons que notre liberté populaire, notre gouvernement par nous-mêmes, est un mensonge.

Ce qui se passe chaque jour dans les cantons de la Suisse nous confirme dans cette triste convic-

tion. Quel est le canton où le peuple exerce une action réelle et directe sur les lois fabriquées dans son Grand Conseil et sur les mesures ordonnées dans son Petit Conseil ? où ce souverain fictif ne soit traité par ses propres élus comme un mineur éternel, et où il ne soit forcé d'obéir à des commandements partis d'en haut, et dont pour la plupart du temps il ne sait ni la raison, ni l'objet ?

La plupart des affaires et des lois, et beaucoup d'affaires et de lois importantes, qui ont un rapport direct avec le bien-être, avec les intérêts matériels des communes, se font par-dessus la tête du peuple, sans que le peuple s'en aperçoive, soucie et s'en mêle. On le compromet, on le lie, on le ruine quelquefois, sans qu'il en ait la conscience. Il n'a ni l'habitude, ni le temps nécessaire pour étudier tout cela et il laisse faire ses élus, qui naturellement servent les intérêts de leur classe, de leur monde à eux, non les siens, et dont le plus grand art consiste à lui présenter leurs mesures et leurs lois sous l'aspect le plus anodin et le plus populaire. Le système de la représentation démocratique est celui de l'hypocrisie et du mensonge perpétuels. Il a besoin de la sottise du peuple, et il fonde tous ses triomphes sur elle.

Toutes indifférentes et toutes patientes que se montrent les populations de nos cantons, elles ont pourtant certaines idées, certains instincts de liberté, d'indépendance et de justice auxquels il n'est pas bon de toucher, et qu'un gouvernement habile se gardera bien de froisser. Lorsque le sentiment populaire se sent attaqué sur ces points qui constituent pour ainsi dire le "sanctum sanctorum" et toute la conscience politique de la nation suisse, alors il se réveille de son habituelle torpeur et il se révolte, et, lorsqu'il se révolte, il balaye tout : constitution et gouvernement, Petit et Grand Conseil. Tout le mouvement progressif de la Suisse,

~~27~~

jusqu'en 1848, a procédé par une série de révolutions cantonales. Ces révolutions, la possibilité toujours présente de ces soulèvements populaires, la crainte salutaire qu'ils inspirent, telle est encore aujourd'hui l'unique forme de contrôle qui existe réellement en Suisse, l'unique borne qui arrête le débordement des passions ambitieuses et intéressées de nos gouvernants...

Michel B A K O U N I N E
(Les Ours de Berne et l'Ours de
St Pétersbourg)
-1870-

NEUCHÂTEL- Imprimerie G. Guillaume & Fils

DOMELA NIEUWENHUIS

Parlementarisme et Marxisme

Les rapports entre le marxisme et le parlementarisme ont l'air très compliqué et contradictoire . Sur ce point, comme d'ailleurs sur beaucoup d'autres, leur position varie d'une extrémité à l'autre, depuis l'identification et l'application jusqu'au refus complet. Et, ce qui est encore plus significatif, les marxistes trouvent toujours les explications et les bases "scientifiques" et "historiques" de n'importe laquelle de ces positions. Ou si ces explications sont difficiles à trouver, les questions théoriques, c'est-à-dire immuables, deviennent un problème tactique qu'on peut changer autant de fois que l'on veut. Ainsi, nous assistons, depuis le XXème Congrès du P.C. soviétique à l'apparition d'une nouvelle tactique portant sur les mérites et les avantages du parlementarisme, voie vers le socialisme :

" ... Une solide majorité parlementaire sur la base d'un front ouvrier et populaire et la collaboration politique entre différents partis et organisations sociales peut faire du parlement,

... instrument au service de la classe bourgeoise
... un instrument du peuple travailleur... "

(Dernière Déclaration des chefs des
P.C. réunis à Moscou en novembre 1957)

Essayons de mettre un peu de clarté dans ces con-
tradictions.

Nous ne chercherons pas l'explication et la
signification de ce dernier "nouveau retour" dans
la tactique du Kremlin car nous en ignorons les
vrais motifs et risquons d'entrer dans le domaine
des hypothèses. Mais nous essaierons plutôt de
remonter à la base de cette question qui existe
depuis à peu près un siècle, au lieu de nous arrê-
ter à ses conséquences. Dès la 2ème moitié du XIX°
siècle, commencement de la vie organisée du mouve-
ment socialiste, ce fut un des problèmes théoriques
fondamentaux débattus dans la presse et discutés
dans les congrès. Il fut, entre autres, un des si-
gnes de différenciation entre les types de mouve-
ments socialistes. Il joua aussi un rôle pratique,
car l'acceptation ou le refus du parlementarisme
modifiait profondément l'activité de telle ou tel-
le organisation socialiste, avec tout ce qui s'en
suit. A vrai dire, la discussion ne dura pas long-
temps, dès le début l'intransigence et l'esprit au-
toritaire de Marx et Engels déplacèrent la discus-
sion sur le plan personnel, la tranchèrent par des
exclusions et des interdictions, puis par la chas-
se aux hérétiques en même temps que l'édification
d'une vérité unique, d'une discipline, d'un parti
et d'un chef uniques. Ils furent aidés par la con-
duite des militants trouvés une fois en minorité
et dégoûtés de pareilles méthodes, qui se sont en-
fermés dans leur propre organisation leur laissant
le champ libre tout en étant convaincus de la va-
leur de leurs principes...

Il y a de nouveau dans l'air depuis un cer-
tain temps un esprit de discussion, de recherche, de
redressement, de redécouverte des solutions de la
question sociale, que beaucoup avaient cru résolue
une fois pour toutes. Nous espérons avoir bientôt
l'occasion de revenir sur cette nouvelle attitude.

Pour nous limiter ici au sujet de notre travail, nous pensons utile de republier quelques pages d'un ouvrage paru il y a plus d'un demi-siècle où la question théorique et pratique du parlementarisme a été concrètement discutée.

Avant de donner la parole à F. Domela Nieuwenhuis, il faut placer son livre " LE SOCIALISME EN DANGER " (éd. Stock, 1897) dans son contexte historique.

D'abord quelques mots sur Nieuwenhuis : il était membre du parti social-démocrate, marxiste. Mais il a quitté le parti après y avoir constitué une opposition interne de gauche. Cette évolution n'était pas isolée chez lui ni chez les sociaux-démocrates hollandais ; à la même époque, Fernand Pelloutier en France, Wilhelm Wern et d'autres en Allemagne ont parcouru le même chemin. Au commencement, Nieuwenhuis déclarait sa fidélité à Marx et en se basant sur certains de ses écrits qui coïncidaient avec sa position, a essayé de se défendre ; mais il s'est vite aperçu que malgré les contradictions apparentes chez Marx, le fond en était profondément unique et inacceptable pour lui. D'un autre côté, Engels, encore en vie à cette époque et déjà considéré comme continuateur de l'oeuvre de Marx, non seulement s'est rangé aux côtés des chefs officiels des social-démocraties européennes, mais a stigmatisé toute opposition. Nieuwenhuis et les autres sont ainsi arrivés à un rapprochement avec l'anarchisme sur une base théorique et pratique.

Un autre point intéressant : la discussion et la séparation de D.N. portait principalement sur la participation ou non-participation parlementaire, avec ses conséquences : réformisme ou révolution, lutte politique ou économique, acceptation ou refus de l'Etat soit tel qu'il est, soit sous forme d'un Etat populaire ou même socialiste.

Un dernier point : les positions que D. N. combattait n'étaient pas seulement celles du parti social-démocrate allemand, mais les positions of-

ficielles du marxisme, bénies par Engels lui-même; elles étaient donc par conséquent celles de tous les P.S.D., y compris de Russie. Il ne faut pas oublier que le 1er groupe marxiste russe est celui de Plehanov à Genève (1883) et le 1er Congrès de R.S.D.R.P. (parti social-démocrate ouvrier russe) a eu lieu à Minsk en 1898. Plus tard, Lénine a essayé et a réussi à donner un autre aspect à ce parti, et même à en changer le nom, mais le léninisme lui-même est solidement basé sur Marx et Engels. C'est-à-dire que les critiques que D. Nieuwenhuis adresse aux chefs social-démocrates de son époque sont valables pour les époques suivantes, y compris les social-démocrates actuels; elles sont valables à un moindre degré pour les autres courants du marxisme.

L'époque traitée dans "Le socialisme en danger" inclut plus particulièrement la période comprise entre le Congrès du P. S.-D. allemand du Gotha (1876) et celui de Halle (1890) et Erfurt (1891). Pendant cette période, il mentionne aussi les Congrès Internationaux de la Social-Démocratie de Paris (1889), de Bruxelles et Zürich (1893). Dans toutes ces réunions le parlementarisme figurait à l'ordre du jour. Son étude commence plus précisément par les discussions et les différents points de vue exprimés au Congrès d'Erfurt (1891). Liebknecht et Bebel étaient à l'époque les chefs du parti social-démocrate allemand.

(...) Le socialisme international traverse, en ce moment, une crise profonde. Dans tous les pays se révèle la même divergence de conception; dans tous les pays deux courants se manifestent: on pourrait les intituler parlementaire et anti-parlementaire, ou parlementaire et révolutionnaire, ou encore autoritaire et libertaire (...)

(...) Ce fut le Comité Central Révolutionnaire de Paris qui présenta au Congrès de Zürich

en 1893 la résolution suivante :

" Le Congrès décide : L'action incessante pour la conquête du pouvoir politique par le parti socialiste et la classe ouvrière est le premier des devoirs, car c'est seulement lorsqu'elle sera maîtresse du pouvoir politique que la classe ouvrière, anéantissant privilèges et classes, expropriant la classe gouvernante et possédante, pourra s'emparer entièrement de ce pouvoir et fonder le régime d'égalité et de solidarité de la République sociale".

On doit reconnaître que ce n'était pas habile. En effet, il est naïf de croire que l'on puisse se servir du pouvoir politique pour anéantir classes et privilèges, pour exproprier la classe possédante. Donc nous devons travailler jusqu'à ce que nous ayons obtenu la majorité au Parlement et alors, calmes et serrens, nous procéderons, par décret du Parlement, à l'expropriation de la classe possédante. O sancta simplicitas ! Comme si la classe possédante, disposant de tous les moyens de force, le permettrait jamais.

Une proposition de même tendance, mais formulée plus adroitement, fut soumise à la discussion par le parti social-démocrate allemand. On y disait que "La lutte contre la domination de classes et l'exploitation doit être POLITIQUE et avoir pour but la CONQUÊTE DE LA PUISSANCE POLITIQUE". Le but est donc la possession du pouvoir politique, ce qui est en parfaite concordance avec les paroles de Bebel à la réunion du parti à Erfurt :

" En premier lieu nous avons à conquérir et utiliser le pouvoir politique, afin d'arriver "également" au pouvoir économique par l'expropriation de la société bourgeoise. Une fois le pouvoir politique dans nos mains, le reste suivra de soi "...

Oui, on alla même si loin qu'il fut déclaré :

"... C'est ainsi que seul celui qui prendra une part active à cette lutte politique de classe, et se servira de tous les moyens politiques de combat qui sont

à la disposition de la classe ouvrière, sera reconnu un membre actif de la démocratie socialiste internationale révolutionnaire".

(...) Lors de la réunion du parti à Erfurt, Bebel répéta ce qu'il avait écrit précédemment :

"On doit en finir enfin avec cette continuelle Norglerei (chicane) et ces brandons de discorde qui font croire au-dehors que le parti est divisé ; je ferai en sorte dans le cours de nos réunions que toute équivoque disparaisse entre le parti et l'opposition et que, si l'opposition ne se rallie pas à l'attitude et à la tactique du parti, elle ait l'occasion de fonder un parti séparé".

N'est-ce pas comme l'empereur Guillaume, parlant des Norgler (chicaneurs) et disant : si cela ne leur plaît pas, ils n'ont qu'à quitter l'Allemagne? — Moi, Guillaume, je ne souffre pas de Norglerei, dit l'empereur. — Moi, Bebel, je ne souffre pas de Norglerei dans le parti, dit le dictateur socialiste.

Touchante analogie ! (...)

(...) Proposition votée par le Congrès :

" Considérant que l'action politique n'est qu'un moyen pour arriver à l'affranchissement économique du prolétariat : le Congrès déclare, en se basant sur les résolutions du Congrès de Bruxelles concernant la lutte de classes :

- 1°) Que l'organisation nationale et internationale des ouvriers de tous les pays en associations de métiers et autres organisations pour combattre l'exploitation, est une nécessité absolue ;
- 2°) Que l'action politique est nécessaire, aussi bien dans un but d'agitation et de discussion ressortant des principes du socialisme que dans le but d'obtenir des réformes urgentes. A cette fin, il ordonne aux ouvriers de tous les pays de lutter pour la conquête et l'exercice des droits politiques qui se présentent comme nécessaires pour faire valoir avec le plus d'ac-

cent et de force possibles les prétentions des ouvriers dans les corps législatifs et gouvernants ; de s'emparer des moyens de pouvoir politique, moyens de domination du capital, et de les changer en moyens utiles à la délivrance du prolétariat " (...)

(...) Que restait-il du Liebknecht révolutionnaire qui disait si justement que " le socialisme n'est plus une question de théorie mais une question brûlante qui doit être résolue, non au Parlement, mais dans la rue, sur le champ de bataille, comme toute autre question brûlante " ?

(...) Après avoir dit que "avec le suffrage universel, voter ou ne pas voter n'est qu'une question d'utilité, non de principe", il conclut :
" NOS DISCOURS NE PEUVENT AVOIR AUCUNE INFLUENCE DIRECTE SUR LA LEGISLATION ; NOUS NE CONVERTIRONS PAS LE PARLEMENT PAR DES PAROLES ; PAR NOS DISCOURS NOUS NE POUVONS JETER DANS LA MASSE DES VERITES QU'IL NE SOIT PAS POSSIBLE DE MIEUX DIVULGER D'UNE AUTRE MANIERE.

Quelle utilité pratique offrent alors les discours au Parlement ? Aucune. Et parler sans but constitue la satisfaction des imbéciles. Pas un seul avantage. Et voici, de l'autre côté, les désavantages :

SACRIFICE DES PRINCIPES ; ABAISSEMENT DE LA LUTTE POLITIQUE SERIEUSE A UNE ESCARMOUCHE PARLEMENTAIRE ; FAIRE CROIRE AU PEUPLE QUE LE PARLEMENT BISMARCKIEN EST APPELE A RESOUDRE LA QUESTION SOCIALE.

Et pour des raisons pratiques nous devrions nous occuper du Parlement ?

SEULE LA TRAHISON OU L'AVEUGLEMENT POURRAIT NOUS Y CONTRAINDRE."

On ne saurait s'exprimer plus énergiquement ni d'une façon plus juste. Quelle singulière incon séquence ! D'après ses prémisses et après avoir

fait un bilan qui se clôturait au désavantage de la participation aux travaux parlementaires, il aurait dû conclure inévitablement à la non-participation ; pourtant il dit :

" Pour éviter que le mouvement socialiste ne soutienne le césarisme, il faut que le socialisme entre dans la lutte politique".

Comprenne qui pourra comment un homme si logique peut s'abîmer ainsi dans les contradictions.

(...) Le triomphe de la social-démocratie sera alors la défaite du socialisme, comme la victoire de l'église chrétienne constitua la chute du principe chrétien. Déjà les congrès internationaux ressemblent à des conciles économiques, où le parti triomphant expulse ceux qui pensent autrement.

Déjà, la censure est appliquée à tout écrit socialiste : après seulement que Bernstein, à Londres, l'a examiné et qu'Engels y a apposé le sceau de "doctrine pure", l'écrit est accepté et l'on s'occupe de le vulgariser parmi les coréligionnaires (...)

(...) Maintenant il existe encore deux points de vue chez les parlementaires, notamment : il y en a qui veulent la conquête du pouvoir politique pour s'emparer par là du pouvoir économique ; cela constitue la tactique de la social-démocratie allemande actuelle, d'après les déclarations formelles de Bebel, Liebknecht et leurs acolytes. D'un autre côté se trouvent ceux qui veulent bien participer à l'action politique et parlementaire, mais seulement dans un but d'agitation. C'est toujours de la demi-besogne. Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée. On commence par proposer des candidats de protestation ; si le mouvement augmente, ils deviennent des candidats sérieux. Une fois élus, les députés socialistes prennent une attitude négative, mais, leur nombre augmentant, ils sont bien forcés de présenter des projets de loi. Et s'ils veulent les faire accepter, ce ne sera qu'en proposant des compromis, comme Singer l'a fait

remarquer. C'est le premier pas qui coûte et une fois sur la pente on est forcé de descendre. Le programme pratique voté à Erfurt n'est-il pas à peu près littéralement celui des radicaux français ? Les ordres du jour des derniers congrès internationaux portaient-ils un seul point qui fut spécifiquement socialiste ? Le véritable principe devient de plus en plus une enseigne pour un avenir éloigné, et en attendant on travaille aux revendications pratiques, ce que l'on peut faire parfaitement avec les radicaux.

On se représente la chose un peu naïvement. Voici la base du raisonnement des parlementaires : il faut tâcher d'obtenir parmi les électeurs une majorité ; ceux-ci enverront des socialistes au Parlement et si nous parvenons à y avoir la majorité plus un, tout est dit. Il n'y a plus qu'à faire des lois, à notre guise, dans l'intérêt général (...)

(...) Il y a connexion entre liberté économique et liberté politique de sorte qu'à chaque nouvelle phase économique de la vie correspond une nouvelle phase politique. Kropotkine l'a très bien démontré. La monarchie absolue dans la politique s'accorde avec le système de l'esclavage personnel et du servage dans l'économie. Le système représentatif en politique correspond au système mercenaire. Toutefois ils constituent deux formes différentes d'un même principe. Un nouveau mode de production ne peut jamais s'accorder avec un ancien mode de consommation, et ne peut non plus s'accorder des formes surannées de l'organisation politique. Dans la société où la différence entre capitaliste et ouvrier disparaît, il n'y a pas de nécessité d'un gouvernement : ce serait un anachronisme, un obstacle. Des ouvriers libres demandent une organisation libre, et celle-ci est incompatible avec la suprématie d'individus dans l'Etat. Le système non capitaliste comprend en soi le système non gouvernemental.

Les chemins suivis par les deux socialismes n'aboutissent pas au même point ; non, ce sont des che-

mins parallèles qui ne se joindront jamais. Le socialisme parlementaire doit aboutir au socialisme de l'Etat. Les socialistes parlementaires ne s'en aperçoivent pas encore (...)

(...) Les socialistes d'Etat ou socialistes parlementaires ne veulent PAS L'ABOLITION DE L'ETAT mais la centralisation de la production aux mains du gouvernement, c'est-à-dire : L'ETAT ORDONNATEUR GENERAL (alregelaar) DANS L'INDUSTRIE. Ne cite-t-on pas Glasgow et son organisation communale comme exemple de socialisme pratique ? Emile Vandervelde, dans sa brochure "Le Collectivisme", signale le même cas. Eh bien, si c'est là le modèle, les espérances de ce socialisme pratique ne sont pas grandes...

(...) Une fois un Etat social-démocratique constitué, il ne sera pas facile de l'abolir et il est bien possible qu'il soit moins difficile de l'empêcher de se développer à sa naissance que de l'anéantir lorsqu'il sera constitué. On ne peut supposer que le peuple, après avoir épuisé ses forces dans la lutte homérique contre la bourgeoisie, sera immédiatement prêt à lutter contre l'Etat bureaucratique des social-démocrates. Si nous arrivons jamais à cet Etat-là nous serons pendant longtemps accablés par ses bénédictions. De la révolution chrétienne au commencement de notre ère -- qui était d'abord également à tendance communiste -- nous sommes tombés aux mains du despotisme clérical et féodal et nous le subissons actuellement à peu près depuis 20 siècles.

Si cela peut être évité, employons-y nos efforts. Liebknecht croyait à Berlin que le socialisme d'Etat et la social-démocratie n'avaient plus que la dernière bataille à livrer : "plus le capitalisme marche à sa ruine, s'émiette et se dissout, plus la société bourgeoise s'aperçoit que finalement elle ne peut se défendre contre les attaques des idées socialistes, et d'autant plus nous approchons de l'instant où le socialisme d'Etat sera proclamé sérieusement ; et la dernière bataille que la social-démocratie aura

à livrer se fera sous la devise : " Ici, la social-démocratie, là, le socialisme d'Etat ". La première partie est vraie, la seconde pas. Il est évident qu'alors les social-démocrates auront été tellement absorbés par les socialistes d'Etat, qu'ils feront cause commune. N'oublions pas que, d'après toute apparence, la révolution ne se fera pas par les social-démocrates, qui pour la plupart se sont dépouillés, exceptés en paroles, de leur caractère révolutionnaire ; mais par la masse qui, devenue impatiente, commencera la révolution à l'encontre de la volonté des meneurs. Et quand cette masse aura risqué sa vie, la révolution aboutissant, les social-démocrates surgiront tout à coup pour s'approprier sans coup férir, les honneurs de la révolution et tâcher de s'en emparer.

Actuellement les socialistes révolutionnaires ne sont pas tout à fait impuissants ; ils peuvent aboutir aussi bien à une dictature qu'à la liberté. Ils doivent donc tâcher qu'après la lutte la masse ne soit renvoyée avec des remerciements pour services rendus, qu'elle ne soit pas désarmée ; car celui qui possède la force prime le droit. Ils doivent empêcher que d'autres apparaissent et s'organisent comme comité central ou comme gouvernement, sous quelque forme que ce soit, et ne pas se montrer eux-mêmes comme tels. Le peuple doit s'occuper lui-même de ses affaires et défendre ses intérêts, s'il ne veut de nouveau être dupé. Le peuple doit éviter que des déclarations ronflantes des Droits de l'Homme se fassent SUR LE PAPIER, que la socialisation des moyens de production soit décrétée et que ne surgissent en réalité au pouvoir de nouveaux gouvernants, élus sous l'influence néfaste des tripotages électoraux -- qui ne sont pas exclus sous le régime du suffrage universel -- et sous l'apparence d'une fausse démocratie. Nous en avons assez des réformes sur le papier : il est temps que l'ère

des véritables réformes arrive. Et cela ne se fera que lorsque le peuple possédera réellement le pouvoir. Qu'on ne joue pas, non plus, sur les mots "évolution" et "révolution" comme si c'étaient des antithèses. Tous deux ont la même signification ; leur unique différence consiste dans la date de leur apparition (...)

(...) En effet, la révolution n'est autre chose que la phase finale inévitable de toute évolution, mais il n'y a pas d'antithèse entre ces deux termes, comme on le proclame souvent. Que l'on ne l'oublie pas, pour éviter toute confusion. Une révolution est une transition vive, facilement perceptible, d'un état à un autre ; une évolution, une transition beaucoup plus lente et partout moins perceptible (...)

(...) Résumons-nous et arrivons à établir cette conclusion que le SOCIALISME EST EN DANGER par suite de la tendance de la grande majorité. Et ce danger est l'influence du capitalisme sur le parti social-démocrate. En effet, le caractère moins révolutionnaire du parti dans plusieurs pays provient de la circonstance qu'un nombre beaucoup plus grand d'adhérents du parti ont quelque chose à perdre si un changement violent de la société venait à se produire. Voilà pourquoi la social-démocratie se montre de plus en plus modérée sage, pratique, diplomatique (d'après elle plus rusée), jusqu'à ce qu'elle s'anémie à force de ruse et devienne tellement pâle qu'elle ne se reconnaîtra plus. La social-démocratie obtiendra encore beaucoup de voix, quoique l'augmentation ne se fasse pas aussi vite que le rêvent Engels et Bebel -- comparez à ce sujet les dernières et avant-dernières élections en Allemagne -- il y aura plus de députés, de conseillers communaux et autres dignitaires socialistes ; plus de journaux, de librairies et d'imprimeries ; dans les pays comme la Belgique et le Danemark il y aura plus de boulangeries, pharmacies, etc..., coopératives ; l'Al-

Allemagne comptera plus de marchands de cigares, de patrons de brasserie, etc... ; en un mot, un grand nombre de personnes seront économiquement dépendantes du futur "développement paisible et Calme" du mouvement, c'est-à-dire qu'il ne se produira aucune secousse révolutionnaire qui ne soit un danger pour eux. Et justement ils sont les meneurs du parti et, par suite de la discipline, presque tout-puissants. Ici également ce sont les conditions économiques qui dirigent leur politique (...)

(...) L'idée révolutionnaire est supprimée par la confiance dans le parlementarisme. On demande l'aumône à la classe dominante, mais celle-ci agit d'après les besoins de ses propres intérêts. Lorsqu'elle prend en considération les revendications socialistes, elle ne le fait pas pour les social-démocrates, mais pour elle-même. L'on aboutit ainsi au marécage possibiliste petit-bourgeois et involontairement la lutte des classes est mise à l'arrière-plan.

Cela sonne bien lorsqu'on veut nous faire croire que la classe travailleuse doit s'emparer du pouvoir politique pour arriver à son affranchissement économique, mais, pratiquement, est-ce bien possible ?

(...) Comment l'ouvrier, dépendant sous le rapport économique, pourra-t-il jamais s'emparer du pouvoir politique ? Nous verrions plutôt le baron de Münchhausen passer au-dessus d'une rivière en tenant en main la queue de sa perruque que la classe ouvrière devenir maîtresse de la politique aussi longtemps qu'économiquement elle est complètement dépendante (...)

(...) Pour nous la vérité est dans la parole suivante : Aujourd'hui le vol est Dieu, le parlementarisme est son prophète et l'Etat son bourreau ; c'est pourquoi nous restons dans

les rangs des socialistes libertaires, qui ne chassent pas le diable par Belzébuth, le chef des diables, mais qui vont droit au but, sans compromis et sans faire des offrandes sur l'autel de notre société capitaliste corrompue (...)

(...) autant que qui que ce soit, je respecte Marx. Son esprit génial a fait de lui un Darwin sur le terrain économique. Qui donc ne rendrait volontiers hommage à un homme, qui, par sa méthode scientifique, a forcé la science officielle à l'honorer ? Son adversaire, Bakounine lui-même, ne reste pas en arrière pour témoigner de Marx que sa "science économique était incontestablement très sérieuse, très profonde", et qu'il est un "révolutionnaire sérieux, sinon toujours très sincère, qu'il veut réellement le soulèvement des masses". Son influence fut tellement puissante que ses disciples en arrivèrent à une sorte d'adoration du maître. Ce que la tradition rapporte de Pythagore, à savoir que le "il l'a dit" mettait fin, chez ses disciples, à toute controverse, s'applique aujourd'hui à l'école de Marx. La marxolâtrie est comme la vénération que certaines personnes ont pour la Bible. Il existe même une science, celle des commentaires officiels et, sous l'inspiration d'Engels, chaque déviation du dogme est stigmatisée comme une hérésie et le coupable est jeté hors du temple des fidèles. Moi-même, à un moment donné, j'ai senti cette puissance occulte, hypnotisé comme je l'étais par Marx mais graduellement, surtout par suite de la conduite des fanatiques gardiens postés sur les murs de la Sion socialiste, je me suis ressaisi, et sans vouloir attenter à l'intégrité de Marx, je me suis aperçu aussi qu'il a été l'homme du socialisme autoritaire. Il est vrai que ses disciples l'ont dépassé en autoritarisme (...)

(...) Contre ces traits caractéristiques des marxistes, il n'y a pas grand chose à dire. Et si jadis j'ai pu croire qu'il ne fallait pas attribuer à Marx la tactique que ses partisans aveugles ont

42.
proclamée la seule salutaire, j'ai fini par me rendre compte que Marx lui-même suivrait cette direction. J'en ai acquis la certitude par la lecture de cette lettre de Bakounine où il est écrit :

"Le fait principal, qui se retrouve également dans le manifeste rédigé par Marx en 1864, au nom du conseil général provisoire et qui a été éliminé du programme de l'Internationale par le Congrès de Genève, c'est la CONQUÊTE DU POUVOIR POLITIQUE PAR LA CLASSE OUVRIÈRE. On comprend que des hommes aussi indispensables que MM. Marx et Engels soient les partisans d'un programme qui, en consacrant et en préconisant le pouvoir politique, ouvre la porte à toutes les ambitions. Puisqu'il y aura un pouvoir politique, il y aura nécessairement des sujets travestis républicainement en citoyens, il est vrai, mais qui n'en seront pas moins des sujets, et qui comme tels seront forcés d'obéir, parce que sans obéissance il n'y a point de pouvoir possible. On m'objectera qu'ils n'obéissent pas à des hommes mais à des lois qu'ils auront faites eux-mêmes. A cela je répondrai que tout le monde sait comment, dans les pays les plus démocratiques, les plus libres mais politiquement gouvernés, le peuple fait les lois, et ce que signifie son obéissance à ces lois. Quiconque n'a pas le parti pris de prendre des fictions pour des réalités, devra bien reconnaître que, même dans ces pays, le peuple obéit non à des lois qu'il fait réellement, mais qu'on fait en son nom, et qu'obéir à ces lois n'a jamais d'autre sens pour lui que de le soumettre à l'arbitraire d'une minorité tutélaire et gouvernante quelconque, ou, ce qui veut dire la même chose, d'être librement esclave."

Nous voyons que "la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière" fut déjà son idée fixe et lorsqu'il parlait de la dictature du pro-

létariat, ne voulait-il pas parler en réalité de la dictature des MENEURS du prolétariat ? En ce cas, il faut l'avouer, le parti social démocrate allemand a suivi religieusement la ligne de conduite tracée par Marx. L'idéal peut donc se condenser dans ces quelques mots : "L'assujettissement politique et l'exploitation économique des classes". Il est impossible de se soustraire à cette logique conclusion lorsqu'on vise à "la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière" avec toutes ses inévitables conséquences (...)

(...) D'après Bakounine, en effet, les marxistes s'imaginent que "le prolétariat des villes est appelé aujourd'hui à détrôner la classe bourgeoise, à l'absorber et à partager avec elle la domination et l'exploitation du prolétariat des campagnes, ce dernier paria de l'histoire, sauf à celui-ci de se révolter, et de supprimer toutes les classes, toutes les dominations, tous les pouvoirs, en un mot tous les Etats plus tard". Et comme il apprécie bien la signification des candidatures ouvrières pour les corps législatifs lorsqu'il écrit : " C'est toujours le même tempérament allemand et la même logique qui les conduit directement, fatalement, dans ce que nous appelons le SOCIALISME BOURGEOIS, et à la conclusion d'un pacte politique nouveau entre la bourgeoisie radicale, ou forcée de se faire telle, et la minorité INTELLEIGENTE, respectable, ~~o'est-à-dire~~ EMBOURGEOISEE du prolétariat des villes, à l'exclusion et au détriment de la masse du prolétariat, non seulement des campagnes, mais des villes. Tel est le vrai sens des candidatures ouvrières aux parlement des Etats existants et celui de la conquête politique du pouvoir par la classe ouvrière."

ERRICO MALATESTA

Anarchistes électoralistes...

Puisqu'il n'y a pas, et qu'il ne peut y avoir aucune autorité qui donne et enlève le droit de se dire anarchiste, nous sommes bien obligés de temps en temps de relever l'apparition de quelque converti au parlementarisme, qui continue au moins pour un certain temps à se déclarer anarchiste.

Nous ne trouvons rien de mal, rien de déshonorant, dans le changement d'opinion, lorsque ce changement est causé par de nouvelles et sincères convictions, non motivées par des intérêts personnels. Nous voudrions cependant que, dans ce cas, il nous soit dit franchement ce qu'il est devenu et ce qu'il a cessé d'être, pour nous éviter toute équivoque et discussion inutiles. Probablement ceci n'est pas possible, car quiconque change d'idées, ne sait pas lui-même au début où il ira !

Du reste, ce qui nous arrive, advient

aussi aux autres partis -- et en proportions assez considérables -- dans tous les mouvements politiques et sociaux. Les socialistes, par exemple, ont dû souffrir qu'il soit dit d'eux : Socialistes exploitateurs - et politiciens de toutes espèces. Les républicains sont aujourd'hui obligés de supporter que certaines "personnalités" vendues au parti dominant usurpent rien de moins que le nom des "Mazziniens" (partisans du mouvement de Mazzini. NDRL) Heureusement l'équivoque ne peut se prolonger longtemps. Bientôt la logique des idées et la nécessité de l'action obligent ces prétendus anarchistes à renoncer spontanément au "nom" et à se mettre à la place qui leur convient. Les anarchistes électoralistes qui apparaissent en diverses occasions, ont tous plus ou moins rapidement abandonné l'anarchisme. De même les anarchistes dictatoriaux ou bolchévisant deviennent rapidement de sérieux bolchéviques et se mettent au service du gouvernement russe et de ses délégués.

Ce phénomène s'est reproduit en France à l'occasion des élections de ces derniers jours: le prétexte est l'amnistie :

" Des milliers de victimes gémissent dans les prisons et dans les bagnes, un gouvernement de gauche donnerait l'amnistie. Il est du devoir de tous les révolutionnaires, de tous les hommes de coeur, de faire ce qu'il est possible pour faire sortir des urnes les noms de ces hommes politiques, qui, nous espérons, donneront l'amnistie". Ceci est la note qui domine les raisonnements des convertis.

Qu'ils soient vigilants les camarades français!

En Italie, il y a eu l'agitation en faveur de Cipriani, prisonnier, qui servait de prétexte à Andréa Costa, pour traîner les anarchistes de Romagne aux urnes ; et commencer ainsi la dégénérescence du mouvement révolutionnaire créé par la première Internationale, et finissant par réduire le socialisme à un moyen pour se jouer des masses, et assurer la tranquillité de la monarchie et de la bourgeoisie.

Mais vraiment les Français n'ont pas besoin de venir chercher les exemples en Italie, parce qu'ils en ont de très éloquents dans leur histoire. En France, comme dans tous les pays latins, le socialisme naît, sinon précisément anarchiste, certainement antiparlementaire, et la littérature révolutionnaire française des premières décades après la Commune abonde en pages éloquents, dues entre autres aux plumes de Guesde et de Brousse, contre le mensonge du suffrage universel, et la comédie électorale et parlementaire. Puis, comme Costa en Italie, les Guesde, les Massard, les Deville, et plus tard le même Brousse furent dominés par le désir du pouvoir, et peut-être aussi de l'envie de concilier la renommée de révolutionnaire avec la vie tranquille, les petits et grands avantages procurés à qui entre dans la politique officielle, même dans l'opposition. Alors, commença toute une manœuvre pour changer la direction du mouvement et inciter les camarades à accepter la tactique électorale. A cette époque, y était aussi pour beaucoup la note sentimentale : on voulait l'amnistie pour les Communards, il fallait libérer le vieux Blanqui qui mourrait en prison. Et avec cela les transfuges employèrent cent prétextes, cent expédients pour vaincre la répugnance qu'eux-mêmes avaient contribué à faire naître parmi les travailleurs contre l'électoratisme, et qui, d'autre part, était alimentée par le souvenir encore vivant des plébiscites napoléoniens et des massacres perpétrés en juin 1848 et en mai 1871 par le bon vouloir des Assemblées sorties du suffrage universel. Il fut dit qu'il fallait voter pour se compter, mais que nous aurions voté pour les inéligibles, pour les condamnés, pour les femmes ou pour les morts; d'autres proposèrent de voter à bulletins blancs ou avec un mot d'ordre révolutionnaire; d'autres encore voulaient que les candidats laissent dans les mains des comités électoraux

des lettres de démission, pour le cas où ils auraient été élus. Puis, lorsque la poire fut mûre, c'est-à-dire lorsque les gens se laissèrent persuader d'aller voter, on voulut être candidat et député sérieusement, on laissa les condamnés pourrir en prison, on reléguait l'antiparlementarisme, on jeta par-dessus bord l'anarchie; et Guesde, à travers cent polémiques, termina ministre du gouvernement "d'Union sacrée". Deville devint ambassadeur de la république bourgeoise, et Massard, je crois, devint quelque chose de pis.

Nous ne voulons pas mettre en doute prématurément la bonne foi des nouveaux convertis, d'autant plus que parmi ceux-ci nous avons eu, avec quelques uns, des cheminements d'amitié personnelle. En général ces évolutions -- ou au contraire ces involutions, prenez-le comme bon vous semble -- commencent toujours par la bonne foi, puis la logique aiguillonne, l'amour propre s'en mêle, l'ambiance varie ... et nous devenons ce que de prime abord il nous répugnait d'être.

Peut-être que dans cette circonstance il n'arrivera rien de ce que nous redoutons, parce que les néoconvertis sont très peu nombreux, et faible est la possibilité qu'ils trouvent de larges adhésions dans le camp anarchiste, et les camarades, ou ex-camarades, réfléchiront mieux et reconnaîtront leur erreur.

Le nouveau gouvernement qui sera installé en France, après le triomphe électoral du bloc de gauche, les aidera à se persuader qu'il y a très peu de différences entre celui-ci et le gouvernement précédent, ne faisant rien de bon -- même pas l'amnistie -- si la masse ne l'impose par son agitation. Nous cherchons, de notre point de vue, à les aider à entendre raison, avec quelques observations, qui, du reste, ne devraient pas être méconnues pour ceux qui avaient déjà accepté la tactique anarchiste.

Il est inutile de venir nous dire, comme le font ces bons amis, qu'un peu de liberté vaut mieux que la tyrannie brutale, sans limite et sans frein ;

qu'un horaire raisonnable de travail, un salaire qui permette de vivre un peu mieux que des simples animaux ; la protection de la femme et des enfants sont préférables à une exploitation du travail humain jusqu'à l'épuisement complet du travailleur ; que l'école d'Etat, pour aussi mauvaise qu'elle soit, est toujours mieux (au point de vue du développement moral de l'enfant) que celle dirigée par les curés et les frères... Nous en convenons volontiers, et convenons aussi qu'il peut y avoir des circonstances où le résultat des élections, dans un Etat ou une commune, peut avoir des conséquences bonnes ou mauvaises, et que ce résultat pourrait être déterminé par le vote des anarchistes si les forces des partis en lutte étaient presque égales.

Généralement il s'agit d'une illusion : les élections lorsqu'elles sont libres, n'ont que la valeur d'un symbole. Elles démontrent l'état de l'opinion publique, qui se serait imposée avec des moyens plus efficaces et des résultats majeurs, s'il ne fut offert l'étouffoir des élections. Mais qu'importe : même si certains petits progrès étaient la conséquence directe d'une victoire électorale, les anarchistes ne devraient pas courir aux urnes et cesser de prêcher leurs méthodes de lutte. Puisqu'il n'est pas possible de tout faire au monde, il faut choisir sa propre ligne de conduite. Il y a toujours une certaine contradiction entre les petites améliorations, la satisfaction des besoins immédiats et la lutte pour une société sérieusement meilleure que celle qui existe. Qui veut se dédier à faire mettre des urinoirs et des fontaines là où il y en a besoin, qui veut gaspiller ses forces pour obtenir la construction d'une route, l'institution d'une école municipale ou une petite loi pour la protection du travail ou la destitution d'un policier brutal. peut-être fait-il bien de se servir de son bulletin électoral en pro-

mettant son vote à quelque personnage puissant. Mais alors -- si l'on veut être "pratique" il faut l'être jusqu'au bout -- au lieu d'attendre le triomphe du parti d'opposition, il vaut mieux voter pour le parti au pouvoir, il vaut mieux courtiser le parti dominant, servir le gouvernement qui existe déjà, devenir l'agent du Préfet et du Maire. Et, en effet, les néoconvertis dont nous parlons ne proposaient pas de voter pour le parti le plus avancé mais pour celui qui avait une plus grande probabilité de succès: le bloc de gauche.

Mais alors où va-t-on finir ?

Les anarchistes ont, certainement, commis mille erreurs, ils ont dit souvent des sottises, mais ils se sont maintenus toujours purs et restent le parti révolutionnaire par excellence, le parti de l'avenir, parce qu'ils ont su résister à la sirène électorale.

Il serait vraiment impardonnable de se laisser attirer dans le tourbillon juste au moment où notre heure approche à grands pas.

ERRICO MALATESTA.

("Pensiero e Volontà", n°10, 15 mai 1924)

LES SYSTEMES PARLEMENTAIRES

THEORIE et PRACTIQUE

(Suite et fin de la page 19)

La seule démocratie qui ne puisse se retourner contre les travailleurs c'est celle qui s'établit au sein de la classe ouvrière et non hors d'elle et au-dessus d'elle. L'attitude conséquente des travailleurs face au Parlement est celle, négative, de la non-participation. Toute action constructive doit passer par d'autres voies, tabler sur d'autres moyens.

Tout Parlement, tout gouvernement représentatif, reste nécessairement une imposture et une trahison car il repose sur un personnel politique, acquerrant des conceptions bureaucratiques et identifiant sa volonté à celle de l'Etat. Dans la classe ouvrière toute tendance révolutionnaire peut fournir une contribution positive. Hors d'elle, tout parti politique ne peut qu'aggraver la domination de la bourgeoisie ou installer la sienne propre.

J. P R E S L Y.

Socialisme d'Etat et Parlement

Marx et Engels : Hésitations et prophéties

Nous n'avons pas l'intention de faire porter sur Marx (et sur Engels) la responsabilité totale de la dégénérescence contre-révolutionnaire du système "communiste" instauré en Russie. Leurs convictions et leur bonne foi ne sont pas en cause. N'oublions pas que Marx et Engels ont été les disciples de Hegel et comme tels ils ont dû subir l'idéalisation étatiste de leur maître et s'en imprégner. D'autre part nous ne pouvons pas accepter l'explication de l'échec du communisme autoritaire par les erreurs ou la trahison de Staline, explications et justification habituelles de toutes les sectes et les chapelles marxistes "antistaliniennes". Le système politique et économique instauré après la deuxième guerre mondiale, en Chine, en Yougoslavie ou au Vietnam du Nord, suit le même chemin et présente les mêmes phénomènes que leur "ainé" soviétique.

Le mal est dans la racine, dans la conception même du socialisme marxiste, socialisme étatiste, autoritaire et centraliste. Faute de données exactes

sur le futur "Etat prolétarien", Marx se borna à des prédictions floues, équivoques et contradictoires. De ce point de vue on peut dire que le social-réformiste Bernstein n'est pas moins "orthodoxe" que le révolutionnaire Lénine.

Le problème qui nous intéresse ici, socialisme d'Etat et Parlement, n'est traité par Marx (et Engels) que sporadiquement et en marge du problème de l'Etat.

Qu'est-ce que l'Etat ? Un instrument de domination et d'exploitation d'une classe par une autre "une force issue de la société mais se plaçant au-dessus d'elle" (Engels), "une force, spéciale de répression" dont les principaux instruments de coercition sont l'armée permanente et la police. (Cela se réfère, bien entendu, à l'Etat capitaliste).

Quant au suffrage universel, l'attitude d'Engels était dans les premiers temps catégorique : dans le meilleur des cas il ne peut être que "l'indice de la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut donner et ne donnera jamais rien de plus dans l'Etat actuel". Plus tard Engels sera gagné par l'"enthousiasme" et les illusions de la social-démocratie réformiste allemande et fera d'étranges pronostics sur la montée parlementaire du prolétariat. Il fixera, pour la fin du siècle (du siècle dernier) la date de la révolution "tranquille" et "indolore" du prolétariat grâce à la conquête de la majorité au parlement.

L'Etat bourgeois, d'après Marx et Engels doit être supprimé et remplacé par l'Etat prolétarien (dictature du prolétariat). Ici deux questions se posent : 1°) Est-il indispensable que le passage de l'Etat bourgeois à l'Etat prolétarien se fasse par voie de révolution ? et 2°) qu'est-ce que l'Etat prolétarien ?

1°) En règle générale Marx et Engels sont pour la révolution. Mais Marx admet que dans certains cas (et il prend comme exemple l'Angleterre

et les Etats-Unis de son temps) l'Etat prolétarien peut remplacer l'Etat capitaliste par voie parlementaire c'est-à-dire sans recours à la révolution violente. Tout dépend de l'instruction du prolétariat, du degré de sa conscience sociale, de son sens de l'organisation. (Donc il n'est pas étonnant que l'on puisse lire dans la Déclaration des chefs des P.C. réunis à Moscou en novembre 1957 qu'"une solide majorité parlementaire sur la base d'un front ouvrier et populaire et la collaboration politique entre différents partis et organisations sociales peut faire du Parlement, instrument au service de la classe bourgeoise, un instrument du peuple travailleur".)

2°) Marx et Engels sont contre l'abolition de l'Etat par le prolétariat vainqueur. L'Etat reste toujours "une force spéciale de répression" mais les rôles changent : l'Etat prolétarien, c'est la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie vaincue.

Engels était, sans doute, moins rigide dans ses conceptions, moins "étatiste" que Marx. Son Etat prolétarien est un semi-Etat condamné à un rapide "dépérissement". "Le premier acte par lequel l'Etat s'affirme réellement comme le représentant de la société tout entière -- la prise de possession des moyens de production au nom de la société -- est en même temps le dernier acte propre de l'Etat".

Dans la période qui précède la Commune de Paris, la conception marxiste de l'Etat prolétarien est très vague et équivoque. L'Etat, c'est "le prolétariat organisé en classe dominante" -- lit-on dans le Manifeste. (Etrange conception de révolution sociale !). D'autre part, cet Etat doit être centralisé afin de pouvoir écraser plus efficacement la résistance des vestiges de l'ancienne classe exploiteuse et pour diriger plus facilement l'économie socialiste. Dans sa polémique avec les proudhoniens, Marx soutient que vouloir "abolir l'Etat" c'est "déposer les armes".

On sait que Marx méprisait le prolétariat français et qu'il était sceptique quant à la tentative de renversement du gouvernement, à la veille de la Commune, pourtant lorsque la révolution éclata, il

en fut enthousiasmé, l'analyse minutieusement et en tira des conclusions assez surprenantes.

La première conclusion est que le prolétariat "ne peut pas s'emparer de la machine d'Etat toute prête et la mettre en marche pour la faire servir à ses propres fins".

Dans "La guerre civile en France" Marx nous donne les caractéristiques de la Commune de Paris, qui devraient être, d'après lui, celles de toute révolution prolétarienne:

- a) suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple armé;
- b) éligibilité absolue et révocabilité de tous les fonctionnaires
- c) le salaire d'un fonctionnaire doit être égal au salaire d'un ouvrier.

Au lieu de "décider une fois tous les 3 ou 6 ans quel membre de la classe dominante ira représenter et opprimer le peuple au parlement" ... "la Commune devrait être une assemblée non parlementaire mais agissante, ayant en même temps le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif".

Ce fut le point culminant du "libéralisme" marxiste. Un feu de paille. Par la suite il se perdra dans les dédales de la première phase du communisme (ou phase inférieure) et justifiera le "droit bourgeois" de l'inégalité ("à chacun selon son travail").

Lénine ou la dictature du parti.

Il est incontestable que l'homme à qui l'on doit la boutade "chaque cuisinière doit diriger l'Etat" était non seulement un grand démagogue mais aussi un organisateur plein d'initiative et un agitateur infatigable. (Par plusieurs côtés il rappelle l'"anarchiste" Netchaïev de lamentable mémoire). Son évolution idéologique et sa conduite pratique vont en zig zag. Les contradictions et les incohérences idéologiques et pratiques ne le gênent pas. Bien au contraire, il en fait un "crédô" révolution-
#...savoir...

naire. " La fin justifie les moyens ". Et la fin, c'était le pouvoir. Lénine a été le guide et le foyeur d'une grande révolution prolétarienne.

Avant la révolution de 1917 ses idées sur la révolution n'étaient pas nettes. A un certain moment il croyait que la Russie avait besoin d'une révolution bourgeoise. (On ne brûle pas les étapes ! En bon marxiste, il savait que la révolution prolétarienne ne peut éclater que lorsque le capitalisme aura atteint son point culminant.)

Dans "Deux Tactiques" il écrivait à propos de la Commune de Paris: "Ce fut un gouvernement tel que le nôtre ne doit pas être". Il reprochait aux communistes d'avoir hésité entre la révolution sociale et la révolution démocratique et d'avoir omis de s'emparer de la Banque de France. Cela ne l'empêcha pas de soutenir dans son rapport au Congrès de la 3^e Internationale (mars 1919) que "le mouvement soviétiste continue aux yeux de tous l'oeuvre de la Commune".

Pour Lénine "le problème fondamental de toute révolution est celui du pouvoir dans l'Etat". La dictature du prolétariat dégènera, en pratique, rapidement en dictature du parti sur le prolétariat.

Après la chute du tzar il y avait une dualité du pouvoir : le gouvernement provisoire (Lvov d'abord, puis Kérensky) et les Soviets des députés ouvriers et soldats.

Contrairement à ce que l'on pense communément, les Soviets n'ont pas été une création des bolchéviks. En réalité ils sont issus spontanément de l'effervescence de la révolution. Les bolchéviks y étaient nettement en minorité. Au congrès panrusse des soviets (juin 1917) les bolchéviks n'avaient que 105 délégués contre 285 socialistes révolutionnaires et 248 menchéviks. A la fin de la même année ils auront la majorité ! Les raisons de cette ascension sont multiples. Ils commencèrent par lancer le mot d'ordre : " tout le pouvoir aux soviets " qui eut un grand retentissement auprès des masses fatiguées et exaspérées par l'incapacité et la corruption du gouvernement provisoire" de Kérensky. D'autre part ils promettaient aux soldats la paix et aux paysans la terre. La dé

magogie pale.

Une fois qu'ils se sont assurés la majorité dans les soviets (Conseils) les bolchéviks déclancheront l'offensive contre l'Assemblée constituante.

Pourtant jusqu'aux élections générales, les bolchéviks étaient partisans ardents de l'Assemblée. Ils espéraient y gagner la majorité. Ils reprochaient avec véhémence, au gouvernement de Kérensky l'intention de retarder indéfiniment les élections et de saboter l'Assemblée. En septembre 1917 Lénine écrivait (dans "Les tâches de la Révolution") : " Les soviets ayant pris la plénitude du pouvoir, pourraient maintenant encore -- et c'est là probablement leur dernière chance -- assurer le développement pacifique de la révolution, l'élection pacifique de ses députés par le peuple, l'émulation pacifique des partis au sein des soviets, la mise à l'épreuve, dans la pratique, du programme des différents partis, le passage pacifique du pouvoir d'un parti à l'autre".

Les résultats des élections furent décevants pour les bolchéviks : ils étaient en minorité. L'Assemblée constituante devint une institution gênante et ils décidèrent de s'en débarrasser.

"L'Assemblée constituante -- écrit Lénine le 6 janvier 1918 -- constituerait aujourd'hui un pas en arrière et signifierait la faillite de toute la Révolution d'Octobre des ouvriers et des paysans". Et ailleurs : " Deux pouvoirs ne sauraient exister dans un Etat. L'un des deux doit être réduit à néant". D'après Lénine, la dualité du pouvoir ne reflète qu'une période transitoire du développement de la Révolution.

Dans le paragraphe 21 du Rapport présenté au Congrès de la Troisième Internationale il qualifie l'Assemblée constituante de "dictature bourgeoise".

L'Assemblée constituante fut dissoute par

un décret de Lénine qui était alors à la tête du "Conseil des commissaires du peuple".

Malgré sa phraséologie démagogique ("tout le pouvoir aux soviets") Lénine n'a jamais cru sincèrement aux Soviets. Zinoviev (l'ami et le collaborateur le plus proche de Lénine) nous révèle, dans la biographie de Lénine, (parue en 1918) qu'en 1917, donc au moment où les bolchéviks étaient en minorité dans les soviets, Lénine soutenait que le parti bolchévik devrait "prendre le pouvoir en dehors des soviets".

En 1918, les Soviets étaient déjà fatigués et démoralisés. Leur rôle diminuait de plus en plus. Leur liberté d'action était entravée par les menaces, la terreur, le chantage, la falsification des votes, etc... Si les bolchéviks ne les ont pas supprimés purement et simplement, c'est parce qu'ils ne gênaient plus les bolchéviks.

Les protestations et les rébellions furent matées rapidement et sans scrupules. Quand, le 24 février 1918, le Bureau du parti de la Région de Moscou protesta contre les décisions du parti concernant le traité de paix avec l'Autriche-Allemagne et "attira l'attention sur le fait que le pouvoir des soviets devient désormais purement formel", Lénine répond sur le ton furibond (qui lui était propre) et qualifie cette protestation "d'étrange et monstrueuse". "L'ange gardien de la révolution" n'admettait pas qu'on le contredit.

La "dictature du prolétariat" devint déjà, du vivant de Lénine, la dictature sur le prolétariat, la dictature du parti bolchévik et de ses créations : la police, l'armée permanente et la bureaucratie naissante.

Il fallait bien "briser la vieille machine administrative", mais c'était, néanmoins, pour en construire, sans tarder, une nouvelle, car, dit Lénine: "Il ne saurait être question de supprimer d'emblée, partout et complètement, la bureaucratie. C'est une utopie". Lénine connaissait bien Marx et surtout l'enseignement sur la "phase inférieure du communisme" qui permet toutes les interprétations et justi-

fié tous les abus.

Il est vrai, d'autre part, que Marx préconisait comme forme de défense du nouvel Etat prolétarien "le peuple en armes" et non pas une armée permanente. Cela n'a pas empêché Lénine de décréter, en janvier 1918 "la formation d'une armée rouge socialiste". Les "raisons historiques" ne lui faisait pas défaut : cette armée "permanente" était, en fin de compte, une "armée du peuple" et puis il y avait "l'incarcèlement capitaliste" et la théorie fraîchement lancée de la "révolution dans un seul pays". Lénine a toujours eu horreur des utopies...

Staline -- "La phase supérieure du communisme" et le "dépérissement de l'Etat prolétarien" sont pour plus tard...

Homme médiocre et en proie à un terrible complexe d'infériorité, Staline n'a rien laissé d'original derrière lui : ni dans ses écrits ni dans ses réalisations. Il a essayé, lui aussi, d'interpréter Marx à sa façon et il a fait de son mieux pour utiliser l'expérience et les enseignements de son prédécesseur Lénine.

Ses oeuvres ne présentent aucun intérêt du point de vue idéologique. Verbiage et démagogie cynique. Ses "analyses" mystificatrices de la réalité soviétique ressemblent étrangement à des propos de pince-sans-rire.

Il a fait ce que tout marxiste-bolchévik (Trotsky, Kamenev, etc...) aurait fait dans les mêmes circonstances. Plus que l'auteur de ce monstre qu'est l'Etat soviétique, Staline est le produit, l'expression même de la dégénérescence et de l'échec d'une doctrine.

Quelques mots sur la Constitution de 1936 et le système électoral :

La constitution soviétique de 1936 ("la plus démocratique du monde") débuta sous de mauvais auspices : sur 29 personnes chargées d'élaborer la nou-

velle constitution, 15 furent fusillées ou déportées avant les élections de 1937.

Contrairement au vieux système électoral (constitution de 1924) au scrutin inégal, indirect et public, la Constitution de 1936 établit le scrutin direct et secret. Théoriquement, tous les citoyens (âge minimum 18 ans) ont le droit d'élire et d'être élus, sans distinction de race, de sexe, etc...

Candidature unique. "Le droit de présenter les candidats est assuré aux organisations de masse, au Parti, aux syndicats" etc...

Théoriquement "le député peut-être révoqué à tout moment sur décision de la majorité des électeurs". Pratiquement, cela n'arrive jamais.

Les listes des électeurs sont soigneusement épurées. Le contrôle des élections est rigoureux : les abstentionnistes deviennent automatiquement "ennemis du peuple" et risquent les camps de Sibérie, ou, dans le meilleur cas, la perte de leur emploi. Les résultats sont falsifiés systématiquement : la commission de contrôle des élections est composée exclusivement de membres du parti ou de "Sans parti" (le plus souvent des arrivistes connus par leur servilité à l'égard du régime). Résultat : le nombre des électeurs participant aux élections n'est jamais inférieur à 90%.

La campagne électorale est caractérisée par :

- a) des discours de parade, louanges serviles à l'adresse du régime, et
- b) par une terreur accrue.

L'organe suprême du pouvoir d'Etat de l'URSS est le Soviet suprême. Il est formé de deux chambres : Le Conseil de l'Union et le Conseil des nationalités. A la tête du Conseil (Soviet) suprême se trouve le Présidium.

Dans l'impasse.

Quoiqu'on en dise et quoique l'offense, notre temps est sous le signe du marxisme : à l'Est comme à l'Ouest le marxisme est devenu une réalité. Une

réalité qui est une impasse. Il a fallu au marxisme cent ans de luttes et d'expériences renouvelées pour aboutir à sa totale dégénérescence et à un démenti sans équivoque. Est-ce le destin de tout dogme ?

A l'Est comme à l'Ouest les marxistes "communistes" et leurs corréligionnaires et ennemis (d'hier), les "réformistes", se tendent la main; le temps est aux fronts populaires (il faut entrer au gouvernement, coûte que coûte !), aux surenchères diplomatiques et aux conférences au sommet".

Surtout pas de révolution sociale ! La transition du capitalisme au socialisme se fera (dorénavant) par le truchement des urnes parlementaires (tant qu'il n'y a pas assez de canons et de fusées inter-continentales). Il faut gagner (au Parlement) la majorité plus une voix et le reste sera facile !

Curieux phénomène que le Parlement moderne ! Il incarne le pourriture et l'absurde de notre temps: lieu de marchandages et de toutes sortes de combines (dans les pays capitalistes); dans les pays "communistes" son côté "Ubuesque" est encore plus déconcertant: c'est une "claque", une assemblée de robots dont le seul "droit et devoir" est d'applaudir servilement et de voter (sans débats contradictoires et à l'unanimité) les décisions prises d'avance par le Parti ou par un chef tout puissant. A la volonté du peuple se substitue celle des politiciens professionnels, des "bonzes" du syndicat ou des présidents du Kolkhose.

La leçon du marxisme est une leçon négative. Le mal est dans la racine. La révolution sociale est anti-étatiste ou n'est pas.

Pierre PELERIN.

La C.N.T. d'Espagne et la participation électorale

Sur ce vaste problème : les positions libertaires face au parlementarisme et à l'électoralisme, nous ne pourrions pas ne pas mentionner la question d'Espagne, sensible à tous les anarchistes. C'est un de nos camarades Espagnols qui nous remet en mémoire quelques faits déjà anciens mais dont les conséquences nous semblent encore aujourd'hui des plus lourdes.

C'est un fait bien connu que la C.N.T. d'Espagne a toujours été, de par ses principes, ses décisions et sa ligne historique, apolitique, anti-parlementariste et par conséquent abstentionniste dans la foire électorale..

La question qui se pose est : Pourquoi en février 1936 ne conserva-t-elle pas avec fermeté cette position traditionnelle qui avait toujours été la sienne ?

La réponse est difficile et ardue. Cependant nous essaierons dans la mesure de nos connaissances

de donner notre avis sur ce point. Lors des élections du 19 novembre 1933, la C.N.F. maintint et propagea sa position abstentionniste. Celles-ci marquèrent la déroute des partis de gauche par l'absence aux urnes du prolétariat affilié à la C.N.F. Ce fut une grande victoire idéologique pour l'organisation révolutionnaire. Victoire dont elle ne sut pas tirer profit par manque de psychologie et de préparation de la révolution sur le plan national face aux événements. C'est pour ces raisons que le mouvement révolutionnaire né le 8 décembre fut étouffé.

Avant les élections, le Mouvement libertaire espagnol avait organisé des meetings, des tournées de propagande pour maintenir sa position traditionnelle et lança la consigne suivante : " Frente a las urnas la Revolucion Social " (Face aux urnes, nous ferons la révolution sociale) et il assurait que si la droite était victorieuse (ce qui était inévitable si la C.N.F. s'abstenait) il riposterait par la révolution. Tout se passa comme prévu mais la révolution, insuffisamment préparée, échoua.

L'Aragon et le Rioja, régions où l'influence anarchiste était très grande, jouèrent un rôle de premier plan pendant la révolution de 1933. Malheureusement, le reste de l'Espagne ne se joignit pas au mouvement. L'Andalousie, Valence, la Catalogne ne répondirent pas à l'appel de la C.N.F. Il est vrai qu'elles étaient très affaiblies par le mouvement révolutionnaire du 8 janvier de la même année et la plus grande partie de leurs militants étaient soit en prison, soit en fuite, traqués par la police. Les militants socialistes et l'U.G.T. de leur côté ne secondèrent pas le mouvement comme il était convenu et cela aboutit à l'échec. Durant les quelques jours que dura le mouvement révolutionnaire en Aragon, à Rioja, on proclama le communisme libertaire, et, à Saragosse, résidence

du comité national de la C.N.T., on forma le comité révolutionnaire composé de camarades d'une très grande honnêteté et d'une très grande compétence. Nous luttèrent avec courage et enthousiasme, mais tout cela fut vain.

Pendant les deux années que dura le pouvoir de la droite, les militants F.A.I. et C.N.T. endurèrent les mêmes persécutions que lorsque gouvernaient les gauches qui emprisonnaient et déportaient en Afrique les militants anarchistes. Seulement, ils n'étaient plus seuls comme autrefois, car par ironie du sort, les politiciens, qui avaient allègrement accepté la répression contre les militants anarchistes au temps du gouvernement de "la gauche", étaient poursuivis eux aussi.

En Asturies, centre minier et révolutionnaire, le 6 octobre 1934 éclata un mouvement insurrectionnel dirigé par les socialistes et l'U.G.T., la CNT, quoique populaire dans cette région, s'y trouvant en minorité. Pendant cette période se formèrent des comités révolutionnaires U.G.T.-C.N.T. Leur mot d'ordre était : U.H.P. (Union des frères prolétaires.) Ils revendiquaient l'Unité d'Action des deux grandes centrales syndicales. La lutte se poursuivit avec courage jusqu'à l'extrême limite des possibilités dans beaucoup de centres, mais malheureusement, comme en 1933, le reste de l'Espagne ne s'associa pas au mouvement sauf quelques foyers isolés de Catalogne, d'Andalousie et de Castille. La répression fut terrible. Les Maures et la Légion étrangère donnèrent libre cours à leurs instincts sanguinaires, préparant ainsi le chemin au régime de Franco.

Cette situation provoqua un rapprochement entre socialistes, républicains et anarcho-syndicalistes face à l'ennemi commun : le fascisme représenté par la droite.

La presse socialiste et celle de la C.N.T. réclamaient à cor et à cri l'unité de la C.N.T. et de l'U.G.T. Largo Caballero, leader du parti socialiste et de l'U.G.T. lança un appel pathétique pour

l'organisation d'un front commun prolétarien.

Cette propagande, qui trouvait de larges échos dans les milieux de la C.N.T., fut utilisée par les militants qui étaient partisans d'une collaboration avec les partis politiques. Ils attirèrent à eux beaucoup de syndicats indécis. C'est ainsi que le virus de la "collaboration" s'infiltrait peu à peu dans l'organisation anarchiste. Même la F.A.I. se ressentit de cette crise. Cette position révisionniste de l'anarchisme qui était née dans les Asturies s'étendit bientôt à d'autres régions. Même en Catalogne, où, jusqu'à ce jour, l'organisation avait toujours défendu le principe de l'abstention absolue, des points de vue se firent jour demandant que des accords soient faits avec les autres organisations démocratiques.

Au cours de la campagne électorale de février 1936, les 30.000 détenus de la C.N.T. servirent de propagande aux partis de gauche. Il semblait alors évident à nos camarades que seule la victoire de la gauche provoquerait leur libération.

Sur les murs de Barcelone on pouvait lire :

" Votez pour ceux des prisons ".

Ainsi fut créée une psychose favorable au vote avec la complicité des comités responsables et des militants anarchistes les plus en vue. On vota. La gauche eut la majorité. Les détenus furent libérés. Aux élections, succéda une période relativement calme. Au cours de cette période l'organisation confédérale commença à ressentir les effets de la collaboration. C'est alors que quelques dirigeants et militants de l'anarcho-syndicalisme commencèrent à énoncer des positions déviationnistes. Par des articles, des conférences, on deman-

dit sans scrupule ni dignité, la collaboration, avec les partis politiques, position que les anarchistes avaient toujours combattu jusqu'alors. Ainsi, peu à peu, à force de manœuvres sournoises on amena la C.N.T. et l'anarcho-syndicalisme sur la pente du réformisme. Déjà dans la pensée de quelques dirigeants s'élaborait l'idée de former un Parti libertaire.

Il ne faut donc pas s'étonner si le 19 juillet 1936, lorsque la révolution éclata et qu'il fallut collaborer avec les autres antifranquistes, la position collaborationniste prévalut au sein de la C.N.T. L'absence dans les congrès et assemblées de la majorité des militants qui étaient au front, contribua au renforcement de cette position. Aussi, les collaborationnistes et leurs amis socialistes déclarèrent dans leur propagande au sein du mouvement ouvrier international que la C.N.T. et l'anarchisme espagnol s'étaient enfin libérés de leurs positions démodées et apolitiques pour faire l'union avec les autres secteurs démocratiques espagnols.

C'est ainsi qu'une organisation anarchiste révolutionnaire fut amenée à renier ses principes idéologiques les plus fondamentaux. Nous pensons que ces erreurs doivent nous servir de leçon.

Citons cette déclaration de Sébastien Faure, faite à Barcelone, pendant la révolution :

" L'expérience espagnole peut et doit nous servir de leçon, cette expérience doit nous mettre en garde contre le péril des concessions et alliances même sous des conditions précises et même pour un temps limité.

Dire que toutes les concessions affaiblissent ceux qui les font et fortifient ceux qui les reçoivent, c'est dire une VÉRITÉ, une vérité indiscutable. Dire que tout accord, même temporaire, consenti par les anarchistes avec un parti politique, qui, théoriquement et pratiquement, est anti-anarchiste, est un leur-

re où sont toujours victimes les anarchistes
c'est une vérité prouvée par l'expérience, par
l'Histoire, et par la simple raison.

Durant le trajet parcouru ensemble avec
les autoritaires, la loyauté, la sincérité
des anarchistes sont toujours roulées par la
perfidie et l'astuce de leurs alliés provi-
soires et circonstanciels. "

J. M.

La F.C.L. et les

élections du

2 JANVIER 1956

L'article ci-contre n'est pas une "analyse" aux conclusions définitives, pas plus qu'une polémique destinée à rallumer de vieilles querelles. Depuis le premier N° de "NOIR et ROUGE" nous avons toujours dit que les anarchistes devaient, pour se libérer d'un certain complexe "histoire de famille", résolument abandonner dans leurs écrits tout état d'esprit ou ton propres à prolonger indéfiniment des conflits au caractère personnel par trop marqué. Cela ne doit toutefois pas nous empêcher, comme nous l'avons également déclaré au début de notre travail, de revenir sans hésitation sur certains problèmes théoriques ou tactiques de l'anarchisme ayant parfois engendré des erreurs, des déviations et aussi, pourquoi ne pas le dire, des trahisons.

Nous avons pensé que le rappel de l'expérience d'une organisation s'étant réclamée, malgré tout, du communisme libertaire comme l'ex F.C.L. (l'ancienne Fédération anarchiste avait en effet

changé son appellation en décembre 1953 pour celle de Fédération communiste libertaire) pourrait contribuer, par son aspect concret et relativement récent, à illustrer d'éloquente façon la pensée parfois contradictoire des anarchistes sur un problème toujours actuel.

ESSAYONS D'Y VOIR CLAIR. Comment l'idée de présenter une liste de "candidats" aux élections législatives du 2 janvier 1956 a-t-elle pu être acceptée par une organisation dont l'organe s'appelait "LE LIBERTAIRE" et dont le but officiel, résultat logique de sa position théorique anti-étatisme, était le triomphe du communisme libertaire ? En réalité l'affaire n'est pas si simple, et une étude rapide des faits nous montrera que l'opération "participation" fut l'aboutissement d'un long processus que le congrès F.C.L. de 1955 marquera définitivement de son empreinte en adoptant les thèses "participationnistes- révolutionnaires" développées auparavant dans le bulletin intérieur de l'organisation, après une préparation psychologique des militants que nous suivrons dans ses différentes phases. Les thèses adoptées prévoyaient une participation "conditionnelle" dont les détails sont exposés au cours de cet article. N'importe, le principe était accepté, et de la théorie aux réalités il n'y avait qu'un pas, vite franchi avec la tenue des élections anticipées du Jour de l'An 56.

Pour bien comprendre, ou du moins essayer de comprendre les événements passés, il est nécessaire d'écarter au maximum les éléments subjectifs de notre jugement sur les hommes responsables de l'aventure électorale de la F.C.L. IL n'importe pas en effet de savoir si tel ou tel militant avait certaines arrière-pensées en préconisant la participation, si tel ou tel "candi-

dat" placé sur la liste F.C.L. obéissait plus à un réflexe d'orgueil personnel qu'à ce qu'il croyait être son devoir (tant pis pour l'expression) de militant révolutionnaire. Là-dessus, chacun de nous ne peut que supposer. De la pensée profonde des individus, aucune certitude. Aussi la simple objectivité oblige-t-elle à ne juger que sur pièces, c'est ce que nous tenterons de faire en présentant les arguments politiques avancés par les partisans de la participation. Un peu d'histoire, ou plutôt de petite histoire, auparavant, nous aidera toutefois à y voir un peu plus clair.

CHEMINEMENT DE L'IDEE AU SEIN DE L'ORGANISATION.

Depuis déjà plusieurs semaines, les discussions sur le problème circulaient de bouche à oreille, si l'on peut dire, au sein des groupes de la F.C.L. en ce début d'année 1955. A l'origine, le prétexte invoqué fut un rappel de notre (I) prise de position aux élections municipales du 26 avril 1953. A cette époque, la Fédération anarchiste déclarait sur une page affiche ("LIB." 23/4/53. n°357) :

" Ces élections sont une imposture (...) C'est vrai, travailleurs, comme vous le disent tous les partis, tous les partis ayant eu en main une municipalité ont réalisé quelque chose : terrain de sport, salle des fêtes, améliorations des cantines scolaires, etc (...) Mais le chômage, le fascisme la guerre sont là (...) L'Etat poursuivant sa politique de guerre a détruit les possibilités réalisatrices des communes (...) Nous ne marchons pas (...) Aux travailleurs qui malgré cela voudront voter en pensant choisir un moindre mal, nous rappelons que la droite c'est la réaction et la gauche, la

(I) Le signataire a appartenu à la F.C.L. jusqu'au congrès de juin 1955, démissionnant de cette organisation après le vote approuvant la participation électorale. D'autres camarades isolés, ainsi que les groupes de Lyon et Mâcon démissionnaient également vers cette époque.

trahison. Nous disons : " Votez donc, mais ce ne sera qu'une expérience de plus" (...)
Abstention massive ! Non parce que nous nous désintéressons des questions communales, mais au contraire parce que tout le régime est en cause, et que ces élections ne seront qu'une imposture (...) etc... "

Et la F.A. appelait en conclusion à l'action révolutionnaire pour balayer le régime. Certains militants se rappelleront peut-être encore l'opposition acharnée des partis politiques (les staliniens entre autres) dans des secteurs aussi divers que Maisons-Alfort et Ménilmontant-Belleville, à notre campagne anti-électorale. Or, alors que les augures prévoyaient un abstentionnisme encore accru, le pourcentage des non-votants fut au contraire très faible ! Sur le moment, nous fumes assez surpris et certains camarades émiront l'idée qu'il serait bon de réviser notre tactique "anti", en fonction des derniers résultats. Les choses en restèrent toutefois là, sans changer la position officielle de la fédération sur le problème.

C'est en janvier-février 1955 que cette vieille question revient sur la sellette. Rappelant les élections 1953, des camarades disent qu'il serait peut-être préférable de supprimer carrément toute propagande abstentionniste à 100%, que là est la faiblesse des libertaires, qu'on peut nous le reprocher, etc... Et le dialogue s'amorce. Mais les discussions prennent un tour plus particulier très rapidement et certains expriment déjà le vœu que la F.C.L. adopte une position-tactique plus "souple" en participant à d'éventuelles élections sur le seul plan communal. On n'allait pas en rester là et en mars 1955 l'attaque était officiellement déclanchée dans le "Lien", bulletin intérieur de l'organisation, par une motion du groupe F.C.L. de Maisons-Alfortville (Si nous précisons, le groupe F.C.L.

c'est qu'à cette époque existaient 2 groupes libertaires à Maisons-Alfort. Celui de la F.C.L. et celui de la nouvelle Fédération Anarchiste, reconstituée à Noël 1953). Voici l'intégralité de cette motion :

"Le groupe de M.A-A demande s'il ne serait opportun, à l'occasion du prochain congrès national, d'ouvrir un débat sur les moyens d'amplifier la propagande communiste-libertaire. Nous constatons que nous sommes présents dans la rue, dans les syndicats, pourquoi n'envisagerions-nous pas de faire porter notre action sur le terrain politique proprement dit ? Dans l'éventualité d'une campagne électorale, qu'elle serait l'attitude de la fédération ? Devrions-nous nous contenter de nous réclamer du principe traditionnel et formel de l'abstentionnisme ? Ne conviendrait-il pas, au contraire, de reconsidérer cette notion d'abstentionnisme pour voir dans quelle mesure elle est susceptible de déterminer notre comportement sans nous mettre en contradiction avec les idées-forces qui sont à l'origine de la création de la F.C.L. : lutte de classe à outrance, action directe ? En nous abstenant systématiquement, ne risquons nous pas de perdre notre influence parmi la classe ouvrière ? Au contraire, la bataille électorale étant devenue une forme de la lutte de classe, ne pourrions-nous pas envisager cette question comme une question de tactique liée aux circonstances et aux faits du combat social ? Dans la crainte de heurter des idées préconçues, devons-nous nous en tenir à un révolutionnarisme de mauvais aloi qui équivaldrait à une démission pure et simple ? Faudra-t-il, par manque de cohésion, de directive et par peur des mots, comme par le passé, compromettre la révolution communiste-libertaire ?

Motion votée à l'unanimité

le 23/2/55 à M-A "

Nous avons tenu à publier cette motion entièrement, car elle est extrêmement significative sur l'état d'esprit de certains camarades à l'époque, en pleine confusion idéologique.

Dans le même "Lien", le comité national F.C.L. soumettait une synthèse des propositions d'ordre du jour envoyées par quelques groupes pour le congrès de mai. A l'alinéa 4 de cette proposition de synthèse (orientation et tactique) le point "b" mentionnait : le problème de la participation électorale. D'où la preuve que cette question avait été soigneusement préparée et qu'elle était maintenant lancée en avant. En avril, le "Lien" publiait 1°) L'ordre du jour du congrès, définitif, avec l'adoption du point "B". 2°) Un très long article en 9 pages du camarade F. (I) intitulé : " Pour le praticisme révolutionnaire". Citer l'article en entier serait trop long et quelque peu fastidieux pour le lecteur, voyons-en seulement la conclusion en quatre points :

- a) antiparlementarisme et praticisme révolutionnaire.
- b) participation électorale lorsqu'existent des conditions réelles pour l'élection de représentants ouvriers révolutionnaires, donc détermination de notre position suivant chaque situation concrète.
- c) contrôle sévère des élus par l'organisation.
- d) la participation électorale ne peut être qu'une des formes d'agitation de l'organisation et ne doit en aucun cas prévaloir sur d'autres formes. "

Pour l'édification des camarades, précisons que par "praticisme révolutionnaire" le rédacteur de l'article entendait répondre à la question : en quoi la participation aux élections n'est-elle pas à confondre avec le parlementarisme, le réformisme ? Après une rapide explication justi-

(I) Nous ne pensons pas que le nom, en entier, des camarades mentionnés ait une grande importance, seuls les faits ayant ici leur intérêt.

fiant la lutte des révolutionnaires en faveur des revendications sans que pour cela ceux-ci sombrent dans le syndicalisme réformiste, il concluait "(...) De même, nous pouvons participer aux luttes électorales, avoir des représentants dans les municipalités ou les assemblées en considérant que nous occuperons alors non des postes de législateurs, mais d'agitateurs. Nous voyons là une forme d'agitation qu'on ne peut négliger. On peut dire qu'une telle position n'est nullement du réformisme, mais du praticisme révolutionnaire (...)" .

Enfin, dans ce même "Lien" d'avril, si quelques groupes affirmaient déjà leur accord à une éventuelle participation électorale de la F.C.L. "lorsqu' existent des conditions réelles" les futurs "oppositionalistes", au congrès, manifestaient par contre leur vive hostilité à la motion d'Alfertville, ainsi le groupe de Lyon, celui de Mâcon qui déclarait notamment :

"(...) Le groupe tient à affirmer avec force que le texte de M.A.-A. (la bataille^u étant devenue une forme de la lutte de classes !) est à ses yeux une atteinte à la Déclaration de Principes de la F.C.L. qui déclare : " l'organisation spécifique communiste libertaire est attachée aux luttes présentes des masses exploitées et opprimées, mais toujours dans le sens de l'action directe" En conséquence, le groupe demande que le problème de la participation électorale soit retirée de l'ordre du jour du congrès " .

Et ainsi la discussion allait-elle se poursuivre croissant au sein de la F.C.L. jusqu'au congrès national, sans que le "LIB" aie fait une quelconque publicité à la controverse intérieure au mouvement. Il convient toutefois de rappeler qu'en juin 1953, un article du "LIB" intitulé : " La défaite des démo-chrétiens est un signe de maturité du prolétariat italien." avait causé quelque inquiétude et surprise aux lecteurs, renforcées les 10 et 24 septembre de la même année par deux articles sur le même thème -- Votes ouvriers pour partis de gauche = maturité #électorale.

politique -- ("LIB" du 10 sept. 1953 -- n°372-- article de A.V. correspondant des Groupes Anarchistes d'Action Proletarienne (Italie) "la situation politique actuelle en Italie" - "Lib" 24 sept. -- n°375-- "Halte au fascisme" de P.P.) Quand nous disions au début, qu'après les élections d' avril 1953 et certains reproches exprimés sur notre tactique les choses en étaient restées là au sein du mouvement, avons-nous ainsi négligé de mentionner ces quelques signes inquiétants, mea culpa ! Mais revenons à l'année 1955. Le "LIB" est donc discret sur la question électorale, à part peut-être un article ("LIB" du 28 avril 1955 -- n°428-- "les élections cantonales" de R.J.) consacré aux élections cantonales et dont la conclusion semblera curieuse :

"(...) le fait qu'il y ait un glissement à gauche, au cours d'élections aussi stériles et après trahisons systématiques auxquelles se sont livrés tous les partis qui représentaient la gauche, montre une volonté accrue de lutte des travailleurs, un renouveau de combativité de la classe ouvrière. A nous de savoir permettre à cette volonté de lutte de s'affirmer et de se traduire dans les faits".

Très curieux était en effet cette "volonté de lutte accrue" des travailleurs, parce que ceux-ci votaient ! Et qui plus est, pour des partis ayant systématiquement trahis !

LE CONGRES NATIONAL ACCEPTE LA PARTICIPATION. Les 28-29-30

mai 1955, le congrès F.C.L. se tenait à Paris. Au cours de celui-ci, les thèses de la participation "conditionnelle" (les conditions sont celles déjà mentionnées dans l'article "Praticisme révolutionnaire") de notre organisation à de futures élections étaient adoptées à une assez forte majorité, malgré le "baroud d'honneur" des opposants à la nouvelle tactique électorale, soit les groupes de Lyon, Mâcon et quelques militants parisiens.

Certains efforts de conciliation avaient pourtant été tentés et nous étions prêts à abandonner la position abstentionniste à tout prix, certains d'entre nous acceptant même à la rigueur la participation aux élections municipales, ce qui représentait une énorme concession déjà de notre part. L'affaire ayant été soigneusement "épluchée" dans les groupes, nous avons systématiquement amassé tous les arguments "pour" et "contre" et en faisons le décompte : rien à faire, la somme des "contre" était toujours la plus forte ! Le maximum de cas avait été également envisagé, et puisque nous étions sur la question électorale, autant y aller jusqu'au bout ! Pour commencer le principe même de l'antiparlementarisme était examiné : le Congrès fut d'accord dans son ensemble pour conserver celui-ci, encore qu'une certaine contradiction se révélât avec l'adoption des mesures qui allaient suivre. Un autre cas présenté fut la participation aux élections municipales : disons que cet argument était celui ayant le plus de force sur nous, ses partisans exposant le rôle utile que pourraient avoir des élus F.C.L. sur le plan communal par exemple, l'avantage d'être plus étroitement en contact avec les électeurs qu'au cours d'élections législatives, la propagande pouvant résulter pour les idées communistes-libertaires d'une action énergiquement menée pour certaines réalisations. On nous montrait également la possibilité que nous aurions d'utiliser affiches et panneaux afin de faire mieux connaître nos idées et programmes, enfin et surtout le vieil appel, en définitive, à notre attachement libertaire à l'idée même de commune fut assez habilement utilisé, par des camarades se refusant précisément à tout "sentimentalisme". Nous devons reconnaître que certains arguments invoqués ne manquaient pas de valeur mais nous ne pouvions nous empêcher de poser ces questions : même sur le plan strict de la commune ou de la municipalité, comment un élu (ou deux à la rigueur) se réclamant du principe anti-étatique aurait-il pu accomplir un travail utile sans être bientôt isolé au milieu de ses "collègues" politiques, puis bientôt gêné et combattu, voire annihilé ? A cela les partisans répondaient que

l'élu F.C.L. ainsi traité pourrait attaquer publiquement ses adversaires du Conseil municipal, en protestant contre leurs méthodes et le régime qui les favorise, et ainsi accroître notre propagande au sein de la population. Il est toutefois permis de se demander si l'électeur, voyant la déconfiture de son élu "révolutionnaire" n'aurait pas tout bonnement pensé " N'avait qu'à pas y aller, puisqu'il savait ce qui l'attendait ! " d'où une propagande accrue pour l'électeur brutalement conscient d'être le dindon de la farce (une fois de plus)? Rien n'est moins sûr.

Un cas assez effarant fut également avancé : participation indirecte par soutien au parti "ouvrier" le plus proche des positions F.C.L. Nous pensons qu'il est inutile de trop s'étendre sur la question, ce que nous fîmes également à l'époque. En effet, demander quel parti "ouvrier" ? équivalait pour certains à répondre par "le plus à gauche" évidemment, soit le P.C., le P.S., voire les trotskystes, pourquoi pas ? Il est vrai que maintenant il y aurait l'Union de la Gauche Socialiste (!) mais encore une fois il s'agit de savoir si des militants anti-étatiques par principe sont prêts à s'enluer au milieu des rouages quelque peu crasseux de la machine d'Etat afin de mieux démolir celle-ci de l'intérieur. Là est la seule question, et l'on peut après tout se suicider politiquement de plusieurs manières. Et puisque nous parlons suicide, la participation aux élections législatives proprement dites était enfin abordée. En clair, la possibilité pour un militant F.C.L. d'être présenté sur une liste patronnée par l'organisation, et s'il était d'aventure élu aller ainsi s'asseoir au Parlement au milieu des quelque 600 députés composant l'Assemblée nationale. On voit par là le chemin énorme déjà parcouru par certains camarades qui, quelques semaines auparavant prônaient la seule participation

municipale !

Nous pensons qu'il est toutefois inutile de se récrier ou d'ironiser comme quelques anarchistes ont cru devoir le faire ! Il est facile d'accuser des camarades qui se trompent de toutes les turpitudes (car cela existe aussi de se tromper) plus difficile déjà d'essayer de comprendre leurs mobiles. Il est permis de dire que beaucoup, parmi ces camarades pensaient sincèrement (avec quelque peu de naïveté pour certains et un manque évident de formation politique pour d'autres, ce dont nous sommes tous responsables par ailleurs) qu'un ou des militants décidés et honnêtes pourraient sérieusement influencer sur le destin des travailleurs en jouant au sein de l'Assemblée le rôle de "commandos de la révolution", ce mot qui allait être repris fréquemment par le "LIBÉRAIRE" au cours de sa campagne électorale de fin d'année 1955. Ces camarades oubliaient tout simplement que le seul geste que puissent accomplir des révolutionnaires au sein de l'Assemblée, c'est d'y jeter des bombes, et que si l'on n'est pas, ou plus, partisan de cette vieille méthode par principe ou par peur, on n'a rien à y faire d'autre ! Et même en acceptant le côté purement "technique" de l'opération, qu'auraient pu faire quelques députés F.C.L. (et en disant quelques ...) en se livrant à des scandales au Parlement ? Est-ce que l'agitation de Marty, avec sa ceinture de cuir, a pu changer quelque chose au sort des exploités, quand aux premières années de son mandat il se faisait "sortir" régulièrement par les huissiers de la Vénérable enceinte ? Et le risque de l'absorption du néodéputé par le système ? A cela on nous répondait que "l'organisation contrôlerait sèverement ses élus". De quelle manière ? et pour combien de temps ? Il n'est que de rappeler l'exemple, pénible pour nous tous anarchistes, des "camarades-ministres" pendant la révolution espagnole. Ceux-ci avaient pourtant derrière eux, théoriquement, une organisation autrement puissante que la F.C.L. pour les "contrôler" et on peut poser cette question : quel a été le plus beau travail accompli à cette époque, celui

de nos camarades de la "base" C.N.P.-F.A.I. ou celui des "camarades-ministres" ? on pourra nous répondre qu'il s'agit là d'un cas différent, qu'il y avait la guerre et qu'il est facile de critiquer après coup, c'est vrai. Mais cela ne nous a-t-il pas laissés à nous, libertaires, le même malaise ?

Pour en revenir au congrès, les avantages matériels furent également invoqués : remboursement des frais de propagande pendant la campagne, remboursement des cautionnements pour toute candidature recueillant plus de 5% des voix (c'est nous qui soulignons) indemnités perçues par les élus, etc... A ce dernier argument, l'expérience du 2 janvier 1956 allait répondre par des faits, justifiant les mises en garde les plus passionnées, voire les plus désespérées.

C'est ainsi que repoussant tout effort de conciliation, négligeant d'élémentaires appels à la prudence, le congrès de la F.C.L. acceptait le principe de la participation et courait à son destin.

LA CAMPAGNE ELECTORALE DE LA F.C.L. C'est le 27 octobre 1955

que la position F.C.L. sur le problème électoral passa du stade intérieur au plan public, par l'entremise du LIBERTAIRE. Ce fut d'abord quelque chose d'anodin, bien sûr, un article qui se terminait ainsi :

" Un député ouvrier ne doit pas rentrer dans le jeu parlementariste de la classe bourgeoise. Il sait que ses interlocuteurs sont de mauvaise foi, qu'il n'y a pas de compromis parlementaires, qu'il doit s'appuyer sur l'action directe des travailleurs". ("LIB" n°450. "Explications de vote et pantomime parlementaire." G.H.)

En plus d'une incontestable contradiction dans tous les termes de cet épilogue, l'idée du "député ouvrier" était donc avancée. Les "LIB" suivants allaient étoffer tout ça, pour commencer par une suite d'ar-

tibles "La F.C.L. et le Front populaire" ("LIB" n°: 451-452-453.--G.F.) et surtout par les éditoriaux, beaucoup plus directs. Celui du 17 novembre devenait encore plus précis et la future participation électorale de la F.C.L. s'y devinait avec transparence. Après le n° du 8 décembre où une convocation extraordinaire du Conseil national F.C.L. en raison "de la gravité des circonstances et de la proximité de la campagne électorale" était annoncée, c'était la confirmation officielle du 15 décembre où le "LIB" déclarait : "La F.C.L. entre dans la lutte" avec présentation d'une liste de 10 candidats et ouverture d'une souscription spéciale pour la campagne qui s'ouvrait ainsi. A partir de ce moment il est évident qu'un processus irréversible allait s'accomplir et la F.C.L. se trouver prise dans le système classique, avec son "programme", ses "réunions", etc... Ajoutons que, par divers camarades, nous apprîmes que la participation à ces élections n'avait pas été décidée sans tiraillements, certains "pour" au congrès brutalement mis au pied du mur par les événements et commençant à réaliser les difficultés de l'entreprise.

Pendant le LIBÉRAIRE organisait sa campagne. Le 24 novembre, Camillo Berneri était appelé en renfort idéologique, et la publication d'un morceau de son article sur la question électorale (Adunata dei Refrattari. 25/4/1936.) tendait à justifier la participation. Le 22 décembre les travailleurs algériens du 1er secteur de la Seine étaient appelés à voter pour la liste du "LIB"... par le "LIB" bien entendu. Sur les panneaux électoraux du Boul'Mich ou de la porte de Versailles, l'affiche jaune de la liste "LE LIBÉRAIRE" reproduisait, outre les photographies des candidats F.C.L. (dont l'un est présentement membre du Comité directeur transitoire de l'U.G.S.) le programme de celle-ci : Lutte pour le niveau de vie, lutte contre la guerre et le colonialisme, lutte pour l'école laïque et les jeunes, lutte pour la femme "pour sa liberté et sa dignité", lutte pour les vieux. Certes, ce programme électoral, comme bien d'autres,

paraissait séduisant à première vue et certaines préoccupations étaient même d'excellente facture (entre autres, la préconisation de l'avortement libre dans le cadre médical ainsi que la liberté des moyens anticonceptionnels ne pouvaient qu'avoir la sympathie de tous les gens un peu évolués, sans qu'on soit même "révolutionnaire" pour cela) mais on ne pouvait toutefois s'empêcher d'y relever la démagogie, obligatoire dans ces cas-là. Bien entendu, le "LIB" s'étendait longuement sur le rôle des "élus" à l'assemblée, leur action de "commandos révolutionnaires" etc ... Quant aux réunions publiques organisées par la F.C.L., le "LIB" écrit par exemple le 29 décembre :

" (...) Il suffit de voir les réactions de la salle, d'entendre les applaudissements (...) " mais parle assez peu du nombre des assistants ! Comment ces réunions se passent-elles donc, qu'elle ambiance y règne-t-il ? C'est ce que nous allons voir au cours de deux meetings tenus dans la même soirée du 30 décembre.

Il est 21 heures. Nous sommes dans une petite salle-préau de l'école 36 bis rue Violet (15°). Comptons : il y a exactement treize personnes, dont cinq militants F.C.L. que nous connaissons de vue (il est vrai que nous sommes dans un quartier semi-bourgeois et cela peut expliquer le quasi désert de la salle, et de plus il fait froid). Un orateur, le camarade F. finit de parler avant de foncer à la seconde réunion tenue, elle, 18 rue du Moulin-des-Prés, en plein secteur prolétarien du 13° arrondissement cette fois. Afin de mieux nous rendre compte de la différence, suivons l'orateur itinérant pour nous retrouver peu après lui et vers les 22 heures dans cette modeste salle de gymnastique où nous dénombrons cette fois quinze personnes, dont six militants au minimum. La salle est amorphe, malgré le ton "popu" employé par l'orateur (dans le 15° en effet, les arguments étaient plus subtils, l'expression plus

raffinée) et c'est peut-être là que l'on mesure le comique triste d'une telle situation. Les discours terminés, les contradicteurs sont priés d'expliquer leur position. Une fois, deux fois : pas de contradiction. L'électrophone déverse alors une "vibrante" "Internationale" pendant que les auditeurs, suivant l'exemple impérieux des militants, se dressent sur leur siège. Pour réchauffer l'enthousiasme, on aura, au cours d'autres réunions diffusé des chants et marches de guerre soviétiques...

C'était le 30 décembre, dernier jour de la campagne électorale. Le 2 janvier 1956 la F.C.L. recueillait dans le 1er secteur de la Seine (13°, 14°, 15°, 5°, 6°, 7° arrondissements) 960 voix selon le premier résultat ("FRANCE-SOIR"), 1.200 suivant un autre, 1.600, 1.800 selon le journal. On ne saura jamais au juste combien exactement, et à quelques dizaines près, voire centaines de voix près cela n'a pas une telle importance. LE LIBÉRAIRE du 5 janvier annonçait, lui, très imprécisément "Des milliers de travailleurs du 1er secteur de Paris ont manifesté leur accord à notre politique (...)". Il nous semble logique de remarquer que la F.C.L. aurait dû être la première, elle, à donner un chiffre précis. Pourquoi cette ambiguïté ? Comme il faut toutefois donner un chiffre, et que les lecteurs s'étonnent, le "LIB" du 12 janvier annonce "près de 3.000 voix". En bref, on peut évaluer le nombre des votants F.C.L. à environ 2.000 personnes. "VOIEZ EN MASSE F.C.L." avait dit le LIBÉRAIRE.

La CONCLUSION. La conclusion ? elle est assez simple à établir. Des militants se réclamant du communisme libé~~ra~~ire ont tenté l'aventure électoraliste. Quelle propagande anti-étatiste a pu se faire jour au cours de ces quelques semaines ? Et comment l'électeur éberlué, avisant la liste du LIBÉRAIRE (alors que pour lui, le LIBÉRAIRE, c'était des anarchistes, quoi qu'on y fasse !) a-t-il pu faire une quelconque différence avec ladite liste et celles présentées de temps à autres par de petits partis comme les trotskystes et autres, dont le

premier soin est de recommander en cas de second tour à leurs électeurs de voter pour le P.C.F.? Les avantages matériels? Nous croyons savoir qu'un certain nombre de camarades imprudemment fourvoyés en cette aventure ont eu pendant longtemps à payer, sur leurs économies, les différents frais occasionnés. Ainsi le cautionnement (les 5% n'ayant pas été atteint, et de loin) l'affichage, les multiples dépenses inhérentes à l'organisation d'une telle entreprise (Le "LIB" du 19 janvier mentionnait : la F.C.L. doit plus d'un million pour les frais de la campagne électorale -- article de B.D. : "Les élections et la démocratie bourgeoise"). Et qu'ont pu penser ces camarades dont l'enthousiasme et la bonne foi étaient le principal capital?

LE LIBERTAIRE lui-même, devant les résultats disproportionnés aux efforts déployés confessait le 12 janvier :

"(...) Nous ne sommes pas un parti où le bluff est roi, et nous croyons qu'une des conditions essentielles du Progrès est de voir les faits toujours en face, même s'ils ne sont pas toujours de nature à créer l'enthousiasme. Nous ne nous dissimulons pas que le résultat obtenu par la F.C.L. est modeste (...)"

Il est évidemment difficile de se dissimuler ce qui saute aux yeux, encore que pour les résultats nominaux le "LIB" cherche par une savante dialectique à prouver que les 3.000 (mettons !) votants représentent en réalité 20 à 30.000 travailleurs de la Région Parisienne influencés par sa propagande ! ("LIB" 461 "les leçons de notre participation"). Aussi les électeurs F.C.L. sont-ils convoqués à une réunion de discussion pour le 25 janvier, afin d'envisager la situation au lendemain des élections. C'était évidemment le moment de voir qui étaient, ce que pensaient les électeurs. Malheureusement, le compte-rendu qui aurait du suivre logiquement une telle réunion ne

parut jamais dans le LIB et c'est sur ce dernier
signe peu encourageant pour d'éventuels néopaticien-
nionistes que nous terminerons la relation d'une
expérience dont les anarchistes devraient au moins
tirer parti.

C H R I S T I A N .

POST SCRIPTUM

Les textes que nous avons groupés dans ce numéro ne constituent pas une étude sur le problème du Parlementarisme et des Elections.

En les réunissant nous avons voulu rappeler que ce problème existe...

...que c'est à partir du moment où ils commencent à se préoccuper du Parlement que les marxistes cessent d'être révolutionnaires et que les anarchistes cessent d'être anarchistes

...que c'est tant que les peuples continuent -- si peu que ce soit -- à attendre du Parlement une amélioration de leur sort, qu'ils demeureraient indisponibles à la souveraineté que, seule, la Révolution libertaire peut leur accorder.

Nous avons tenu aussi à illustrer un court passage de la Déclaration de Principes des Groupes Anarchistes d'Action Révolutionnaire :

"L'Etat est, par nature, un instrument de domination et ne peut servir, de ce fait, au progrès social. On a essayé de l'utiliser en Russie, pour une période "temporaire de transition". Les résultats ont été désastreux.

L'action parlementaire et la participation directe aux élections dans le système actuel ne servent qu'à distraire l'attention et les efforts des exploités du combat de classe contre leurs exploités. L'action directe est la seule arme efficace des exploités.

Au cours de la Révolution espagnole, les véritables objectifs ont été perdus de vue, parce que l'on a accordé à l'unité une importance hors

de proportion, par rapport au but poursuivi. La collaboration avec les politiciens républicains et stalinienens, au sein du gouvernement, a provoqué la liquidation des comités révolutionnaires et a fait perdre au peuple son moral. Elle a fait échouer la Révolution, et, avec elle, la guerre contre le fascisme." (Chapitre III. La révolution et l'Etat)

Nous ajouterons, question de détail, que l'abstention électorale n'est pas pour nous un but en soi et ne saurait constituer irrefutablement une preuve de "l'opposition populaire" qu'attendent certains au lendemain de chaque élection. Par contre, l'abstention nous semble découler simplement de l'attitude de ceux qui ont choisi la voie révolutionnaire, donc l'autre voie.

Cette "autre voie" nous amènera tout naturellement à envisager la question cruciale : celle du pouvoir ouvrier (comme disait Berneri). Même si l'on appelle cela autrement, il reste que vilipender les gouvernements est bien, voir ce que les libertaires pourraient mettre à la place est mieux. C'est un problème difficile, l'ensemble du mouvement anarchiste doit le réétudier.

N O I R et R O U G E.

DANS NOTRE COURRIER

L'abondance des matières nous avait, dans notre n° double sur le Nationalisme, mis dans l'obligation de supprimer le Courrier des lecteurs. Le présent numéro, trop copieux encore pour un n° simple, justifiait la même mesure. Cependant nous tenions à garder ouverte cette tribune de discussion entre camarades. Le peu de pages que nous pouvons consacrer à cette rubrique, nous obligeant à une "censure" sévère, nous a amenés, pour ce numéro-ci, à ne publier que deux lettres -- in extenso -- plutôt que de petits fragments de plusieurs lettres.

En effet, trop de lettres ne nous apportent que des louanges, ce qui est, certes, un encouragement non négligeable, mais ne répond pas exactement au but de cette rubrique qui est la libre confrontation de points de vues révolutionnaires.

Lettre du camarade A.P. de Versailles

"Quelques observations sur "Nationalisme ou Anarchisme" (n° 7-8 p, 119) :

I°) Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est une arme à deux tranchants : d'une part

il peut être entendu comme droit du Peuple à disposer des gens qui le composent (the people), c'est-à-dire à s'ériger en Etat national; de l'autre côté il est le droit des gens (the people) à conserver leur personnalité ethnique contre toute volonté extérieure de modifier leurs mœurs. Il y a donc un aspect Etatisme et un aspect Populisme. De nos jours l'Etat étant le grand facteur d'évolution, de développement, de "progrès" dans un sens opposé au populisme anarchiquement conservateur, le Nationalisme est devenu le mouvement de transition vers l'Etat totalitaire-révolutionnaire, et a perdu toute signification et tout contenu anarchisant.

Constation pratique : disparition des mouvements anarchistes puissants contre l'Etat hasbourgeois, dès que celui-ci a été détruit.

2°) Le défaitisme pratiqué par Lénine en vue de la prise du pouvoir et plus généralement l'antimilitarisme tactique des bolchéviks, est un nationalisme dialectique à la Klausewitz, complètement opposé à l'internationalisme. Le traité de Brest-Litovsk (accouplement hideux de Lénine et de Ludendorff, a dit Rosa Luxembourg) consistait à sortir à tout prix de la guerre par égoïsme étatique et national et à la prolonger de six mois pour les autres pays (130 divisions libérées pour la dernière offensive allemande). L'internationalisme exigeait une paix blanche, générale et simultanée par voie de fraternisation. Lénine a tué le populisme russe en caricaturant son programme agraire et antimilitariste à la faveur de l'impossibilité où se trouvaient les socialistes-populistes à sortir de la guerre sans trahir les perspectives de paix blanche, générale et simultanée.

mener

3°) La revendication nationaliste ne peut à un tournant dans notre sens que lorsqu'elle constitue une défense authentique de valeurs ethniques contre l'Etat industrialisateur-monopoliste, aussi bien sous sa variante locale ou régionale que sous sa variante nationale ou impériale. Et par authentique, il faut entendre une défense fondée sur l'indépendance possible au point de vue subsistances et culture.

Ainsi la Hongrie combattait en 1956 pour une indépendance économique et culturelle possible face à l'absorption dans l'orbite soviétique : une Hongrie neutre, essentiellement agricole, liée à l'Autriche neutre par des liens d'échange et d'amitié eut été viable sur le plan populiste, en cas de retrait des troupes soviétiques. L'Algérie n'est pas viable en cas de retrait des troupes françaises : son agriculture est ruinée par les abus de toutes sortes et elle a sept millions d'habitants de trop qui, si injuste que soit leur sort, n'en vivent pas moins aux crochets de la métropole. Il n'y a pas de dignité possible pour un peuple réduit par son expansion démographique à une sorte de mendicité armée.

4°) Une revendication à l'indépendance n'a un potentiel anarchiste éventuel que si elle exclut toute idée et toute pratique de ségrégation, d'expulsion des minorités, d'unitarisme doctrinal, de monopolisation politique, (bref d'épuration) et se borne à éliminer les institutions artificielles imposés par la barbarie étrangère (les trusts soviétiques, l'AVO, la bureaucratie politique communiste en Hongrie). Cela suppose une permanence des forces autochtones, l'intégrité des puissances vitales d'une culture ethnique prête à s'épanouir au premier signe de renouveau. Aucun terrorisme n'était nécessaire pour détacher le Hongrois de l'occupant et le forcer à rallier l'insurrection. En Algérie, et dans la métropole, les tueurs du FLN usent de contrainte et de terreur surtout envers leurs propres frères musulmans. Ils vérifient la constatation anarchiste selon laquelle le premier oppresseur de l'individu, c'est toujours, à l'occasion des luttes de pouvoir entre groupes rivaux, le groupe même dont il fait partie.

Réponse :

I) Oui le nationalisme, même dans sa pre-

mière phase de lutte contre l'occupant, n'est pas anarchisant mais il recèle quand-même une valeur de révolte qu'il faut tenter d'exploiter dans le sens d'une révolution sociale et libertaire.

2°) Certes il conviendrait de réétudier les positions anarchistes russes de l'époque et comparer leur potentiel révolutionnaire avec celles des bolchéviks.

3°) L'industrialisation n'est pas plus un fléau dont il faut se préserver qu'un embarras à laisser aux autres. Si les peuples sont différemment favorisés par la géographie ils doivent au moins tirer parti d'eux-mêmes de toutes leurs ressources industrialisables pour éviter au maximum la dépendance économique et la "mendicité". La Hongrie avec son Uranium et l'Algérie avec son pétrole ont de quoi édifier leur industrie et traiter d'égal à égal avec les autres pays. Quant à l'expansion démographique, les peuples sous-développés ne font que l'accomplir aujourd'hui, un siècle après l'Europe, pour les mêmes raisons et dans les mêmes conditions. C'est un phénomène historique général et non la tare d'une certaine catégorie de peuples. Le drame est que les Européens ont utilisé leur expansion démographique pour s'installer dans le monde (Amérique, Australie...) et pour interdire aujourd'hui aux autres les régions encore vides.

4°) La "volonté d'unitarisme doctrinal et de monopolisation politique" est le trait commun de tous les mouvements de résistance passés et présents vivant au pouvoir, et le "terrorisme" est propre à toutes les armées. Les Hongrois ont ignoré entre eux ces méthodes dont souffrent les Algériens: Nous nous en félicitons pour les Hongrois et nous le déplorons pour les Algériens. Mais nous ne pouvons borner notre appréciation de la lutte algérienne à la critique de ces méthodes. Car nous sommes convaincus précisément en Algérie de la "permanence des forces autochtones et de l'intégrité des puissances vitales d'une culture ethnique prête à s'épanouir au premier signe de renouveau". Le terrorisme de certains Algériens n'explique pas tout.

Lettre du camarade B.P. de Paris : L'étude de "N. & R" sur le nationalisme appelle d'abord des remarques méthodologiques :

- 1°) Elle donne l'impression que les conclusions ont été posées a priori et que le développement a été construit en fonction de ces conclusions.
- 2°) Une volonté d'antimarxisme à tout prix domine tout le texte.
- 3°) Confusion terminologique. Ex: L'impérialisme capitaliste est confondu avec le colonialisme et l'impérialisme de l'empire romain sans que jamais le contenu de ce terme soit jamais précisé.
- 4°) Erreurs manifestes. Ex: "Un peuple qui opprime un autre ne saurait être libre", est une formule de Sint-Just et non de Marx.

Ce ne sont là que des remarques générales. Un examen détaillé du texte appellerait une réplique aussi longue que ce texte. C'est ainsi qu'ouvrant la brochure au hasard je tombe sur la phrase suivante : "L'Etat engendre nécessairement le nationalisme, le totalitarisme et la guerre qui sont les meilleurs soutiens de sa puissance." Tout est faux dans cette phrase. Ce n'est pas l'Etat qui engendre le nationalisme", mais la société divisée en classes qui engendre à la fois l'Etat et le nationalisme, le totalitarisme (fasciste ou stalinien) n'étant que la forme la plus achevée de l'Etat. Celui-ci n'engendre pas non plus la guerre. C'est encore la société de classes qui en est responsable, la guerre étant bien antérieure à tout Etat. En effet, comment parler d'Etat à propos de tribus primitives qui cependant vivent en état de guerre permanente ?

Passons aux conclusions :

- 1°) Pas un instant, au long de cette étude, n'est examinée la cause de la poussée nationaliste dont le monde souffre depuis 20 ans. A mon sens, elle provient de l'échec des tentatives révolutionnaires immédiatement antérieures à la seconde guerre mondiale et en premier lieu de l'écrasement de la révolution espagnole. La perte de toute perspective révolutionnaire immédiate a eu pour conséquence une répression générale et une confusion des esprits (entretenus soigneusement par les staliniens). En un mot un processus d'involution

s'est déclenché avec la deuxième guerre qui a amené une renaissance du nationalisme, laquelle était impensable avec le triomphe de la révolution espagnole.

2°) Il est certain que la classe ouvrière, internationalement considérée, subit le compartimentage qui lui est imposé. Elle ne pourrait échapper que si elle avait atteint un niveau de conscience de classe extrêmement élevé, mais alors elle serait en condition de renverser le capitalisme, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui. Il ne s'ensuit cependant pas que la division en nations domine la division en classes. S'il paraît en être ainsi aujourd'hui, c'est à cause du recul de la révolution sociale et du venin nationaliste injecté à la classe ouvrière par le stalinisme.

3°) Cette remarque est juste pour l'époque actuelle, mais pour elle seulement, pour les raisons déjà indiquées.

4°) Même réponse : cette passivité tient avant tout au poids du stalinisme sur la classe ouvrière et plus généralement à la pression des appareils politiques et syndicaux.

5°) Entièrement faux. La cause essentielle de cet état de choses réside dans le recul révolutionnaire engendré par l'échec de la révolution espagnole et la guerre qu'il a permis.

6°) La multiplication des "Etats-nations" est un phénomène de dégénérescence du système capitaliste comparable--toutes proportions gardées-- avec celui qu'on a pu constater au début de l'ère actuelle. Cela montre que le système capitaliste est à bout de souffle, qu'il commence déjà à pourrir et si dans un petit nombre d'années la classe ouvrière n'en prend pas conscience et ne se lève pas pour la détruire, alors oui, la décadence sociale deviendra irréversible. Le "choc en retour" évoqué ici n'est qu'un phénomène secondaire la forme actuelle et la plus visible de la décadence du système capitaliste.

7°) Si le phénomène est "irréversible", il ne peut être "dépassé". Il peut et doit être dépassé par la révolution sociale justement parce qu'il n'est pas irréversible.

8°) Il est de fait que les mouvements d'émancipation nationale ne se proposent en aucune manière l'instauration d'une société socialiste ou libertaire, du moins à leur étape initiale. Leur intérêt pour la classe ouvrière est qu'ils affaiblissent l'Etat capitaliste contre lequel se dressent les peuples revendiquant leur libération. Le devoir strict des révolutionnaires est de soutenir ces mouvements tout en les critiquant. C'est ainsi qu'ils seront en mesure de faire pénétrer leurs idées chez le peuple opprimé et de faciliter l'approfondissement de la lutte assurant -- en cas de circonstances internationales* -- la transformation de la révolution nationale, son passage à la révolution sociale. La fédération des peuples représente un stade supérieur de l'évolution humaine, celui qui précède immédiatement la suppression des gouvernements ou le passage du "gouvernement des hommes" à l'administration des biens". La "redistribution géographique, égalitaire, des activités humaines" me paraît relever de l'utopie. Comment en effet créer une industrie métallurgique là où, par exemple, n'existe pas de minerais de fer ?

9°) Simple banalité.

10°) Autre banalité.

11°) d'accord.

12°) Il est nécessaire au contraire d'apporter aux peuples soulevés contre leurs oppresseurs le soutien le plus entier des révolutionnaires, ce qui n'exclut nullement la critique, tout au contraire, mais sans ce soutien comment peut-on critiquer et comment seraient accueillies les critiques justifiées que ces mouvements appellent ?

Il est faux de rendre l'Etat responsable de "l'exploitation, l'injustice, la misère" etc... puisque cet Etat n'est que le produit de la société de classes. C'est à la société de classes qu'il faut s'en prendre, la détruire et créer les bases d'une société nouvelle conduisant à la disparition des classes et de l'Etat.

B.P.

*...favorables.

Réponse :

Remarques méthodologiques.

- 1°) L'étude faite d'un point de vue anarchiste devait être menée selon une critique anarchiste.
- 2°) Qui dit anarchiste dit non-marxiste. Si notre analyse sociale peut être proche du marxisme, notre appréciation de l'Etat est radicalement opposée.
- 3°) Notre étude portant sur le nationalisme ne touchait l'impérialisme que par contre coup. Nous n'avons pas eu à définir l'impérialisme et à nous pencher sur Hobson, Hilferding, Lenine ou Rosa Luxembourg. Nous ne partageons pas pour autant l'horreur de nombreux marxistes pour toute comparaison entre les phénomènes de l'époque capitaliste et ceux des époques antérieures. D'ailleurs le rapprochement entre la fin de l'Empire romain et celle de l'impérialisme moderne ne s'impose-t-il pas de lui-même à notre correspondant au sujet de nos conclusions ?-(6°)
- 4°) Soyons justes pour Saint-Just. Qui nous donnera la référence précise de cette phrase si actuelle?

Oui la guerre est antérieure à l'Etat et les sociologues ont amplement montré quel rôle elle joue dans le sens de la cohésion sociale et psychologuâque, depuis les groupes humains les plus primitifs. Mais le nationalisme est né avec l'Etat-nation. L'Etat national a besoin de la guerre et de sa préparation permanente. L'Etat moderne n'est plus un simple outil annexe d'une classe dominant par la propriété économique. C'est le premier des moyens de production, de planification, d'exploitation. Cet Etat constitue l'arme suffisante du pouvoir et de l'oppression d'une classe nouvelle. L'Etat n'est plus partout une dépendance du Capital, mais c'est de plus en plus le capital qui dépend de l'Etat.

Conclusions.

- 1°) L'échec de la révolution espagnole ne suffit pas à tout expliquer. Et encore resterait-il à expliquer cet échec.

2°) Le stalinisme n'est pas non plus suffisant pour expliquer comment le nationalisme "injecté" à la classe ouvrière a pu si bien prendre.

3°) Ce qui est évident aujourd'hui pouvait être pressenti hier si l'on ne s'était pas contenté de déclamation spectaculaire.

4°) Que l'apathie sénile des peuples soit due à la pression des appareils témoigne de l'emprise considérable sur ceux-ci et en particulier de l'Etat.

5°) La révolution espagnole pouvait-elle donc, à elle seule, tenir en échec la montée de tous les nationalismes ?

6°) La période actuelle est celle du passage du capitalisme impérialiste des grands monopoles internationaux à celle du capitalisme d'Etat national. Ce pourrissement est gros de situations révolutionnaires plus que de décadence sociale.

7°) Mettons que ce phénomène de fragmentation est heureusement irréversible dans le cadre du régime capitaliste et qu'il ne sera dépassé par l'instauration de l'unité que dans un régime libertaire.

8°) D'accord pour un soutien critique aux mouvements de libération nationale -- et tout faire pour infléchir la libération nationale vers la révolution sociale.

La redistribution géographique égalitaire des activités humaines signifie que :

a) Toutes les richesses naturelles doivent servir à la création sur place de bases industrielles. Alors que jusqu'à présent toute la mise en valeur du globe ne s'est faite qu'en fonction des besoins de quelques nations de l'Atlantique-Nord. Le reste du monde étant une simple réserve de matières premières.

b) avec l'utilisation de l'énergie nucléaire la localisation des industries ne sera pas limitée comme par le passé à la proximité des sources anciennes d'énergie.

c) cette redistribution rationnelle enrichissante pour tous les peuples ne se fera pas sans briser

l'opposition des impérialismes qui veulent se réserver le bénéfice des transformations essentielles (Trust Anglo-Saxon des pétroles des pays capitalistes, Monopole par l'U.R.S.S. de l'Uranium des satellites).

La question de la mise en valeur par les petits pays de leurs propres ressources est déjà au coeur des révolutions algérienne et hongroise.

9°) 10°) 11°) D'accord donc.

12°) Oui nous ne pouvons efficacement critiquer les peuples soulevés que dans la mesure où nous les soutenons sincèrement. C'est ainsi que nous pouvons les amener à une attitude libertaire.

Néanmoins, nous ne devons pas nous cacher que dans de nombreux pays libérés les différences de classes sociales sont souvent non pas un legs du passé (car la société traditionnelle était égalitaire, sinon communautaire, et la colonisation n'a fait que laminer les élites ou n'a suscité que des cadres complètement pourris de béni-oui-oui) mais une création rapide de l'Etat indépendant. Sitôt fait table rase de la domination impérialiste, apparaissent bureaucratie, armée, police indigènes. Sorties d'un peuple non hiérarchisé, elles se renforcent dans leurs privilèges et forment la base d'une nouvelle société de classes, d'une nouvelle exploitation d'Etat.

(Note : Pour bien suivre le dialogue ci-dessus, il est nécessaire de se reporter au dernier chapitre "conclusions" de notre numéro spécial 7-8 "Le Nationalisme").